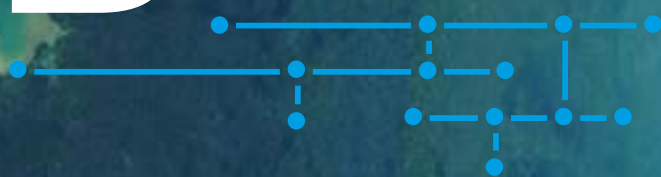


BREIZH LAB

PROGRESSISTES
BRETONS



JALONS POUR LA BRETAGNE

LES PREMIERS TRAVAUX DU BREIZH LAB

● — JALONS POUR LA BRETAGNE



Il y a deux ans, il m'a semblé urgent de réunir toutes celles et tous ceux qui partagent mon attachement aux valeurs de progrès, de solidarité et d'ouverture qui sont au cœur de notre identité bretonne. Pour réfléchir. Pour échanger. Pour élaborer des propositions utiles. Des femmes et des hommes de tous les horizons m'ont alors rejoint : élus et simples citoyens soucieux du bien commun, responsables

d'associations, universitaires, chefs d'entreprises conscients de leurs responsabilités ou encore étudiants impatientes de s'engager. Le temps d'une rencontre, des décideurs publics et des personnalités de la société civile sont venus partager avec nous leur point de vue sur les grandes mutations d'aujourd'hui. C'est ainsi qu'est né le Breizh Lab, comme une dynamique collective au service de la Bretagne de demain.

Puis la crise pandémique a éclaté, elle a malheureusement perturbé nos travaux. Mais ce bouleversement majeur nous a aussi confortés dans la conviction qu'il est indispensable d'aborder le XXI^e siècle avec une vision claire de ce que nous désirons pour la Bretagne et avec des pistes concrètes pour y parvenir.

Les idées esquissées ici sont autant de premiers jalons posés sur ce chemin qui devra, nécessairement, se poursuivre avec tous ceux qui le voudront. Il ne s'agit ni d'un programme politique, car le Breizh Lab n'est pas une candidature, ni d'une revue exhaustive des questions qui engagent l'avenir de la Bretagne. Dans la perspective des prochaines élections régionales et départementales nous avons simplement voulu apporter notre

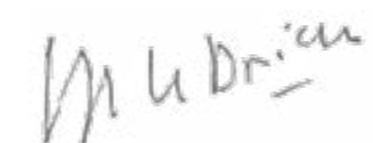
contribution collective au débat public, en avançant une série d'analyses et de pistes d'action qui, à nos yeux, ont non seulement une valeur propre, mais aussi une cohérence d'ensemble.

Ces analyses et ces pistes d'action ne sont la propriété de personne, nous avons souhaité qu'elles soient à la disposition de tous et que chacun puisse s'en saisir. Pour nous, les défis de la transition écologique, de la révolution numérique et du vivre-ensemble appellent des réponses adaptées aux spécificités de la Bretagne, qui doit pouvoir tracer sa propre voie. Il est en particulier impératif de reconnaître et de conforter la place de la culture dans les liens qui nous unissent, à travers les générations. C'est ce qui fait la force de notre région. Notre ancrage européen, auquel nous devons tant, peut et doit encore s'approfondir. Voilà quelques-uns des sujets sur lesquels nous tenions, d'ores et déjà, à ouvrir le débat.

Au fil des mois à venir, nous aurons l'occasion d'avancer d'autres propositions, sur d'autres questions cruciales pour la Bretagne de demain, comme celle des mobilités ou celle de la maritimité.

L'aventure du Breizh Lab ne fait donc que commencer. Cette contribution est aussi une invitation à vous engager à nos côtés pour prendre, ensemble, une Bretagne d'avance.

Jean-Yves Le Drian,
Président du Breizh Lab des progressistes bretons
Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères



● — Sommaire

Préface de Jean-Yves Le Drian	p. 2
Préambule : Être de Bretagne	p. 6
1 La culture en Bretagne, un bien commun créateur de liens et de sens	p. 8
Réagir, ensemble	p. 9
Semer dans et hors les murs pour retisser nos liens	p. 10
2 Une Bretagne en Europe qui construit sa différence	p. 12
Vers une Assemblée de Bretagne	p. 14
Une Bretagne réunifiée	p. 16
Une Bretagne européenne	p. 16
Une Europe revendiquée	p. 18
Plus d'Europe en Bretagne	p. 19
3 Une Bretagne durable qui invente son avenir	p. 22
Une Bretagne engagée dans la transition écologique	p. 22
Un pacte de confiance pour une ambition commune	p. 23
Un laboratoire des transitions en Bretagne	p. 24
Un modèle d'exemplarité régionale et des transitions plurielles	p. 27
Construire une culture commune et partagée de la transition écologique	p. 31
4 Une Bretagne qui innove et qui s'ouvre au monde	p. 34
Moins de jacobinisme, plus de Bretagne	p. 35
La Bretagne entre Armor et Argoat	p. 37
La Bretagne digitale	p. 39
Une Bretagne qui renouvelle ses mobilités	p. 41
Mieux vivre partout en Bretagne	p. 42
Faire Bretagne avec les aînés	p. 43
Une économie bretonne ouverte sur l'Europe et sur le monde	p. 44
Une Bretagne sociale, solidaire, qui entreprend	p. 45
Une Bretagne qui accueille et promeut les projets des jeunes Bretons et jeunes Bretonnes	p. 46
L'accès à la formation	p. 46
Entrepreneuriat et engagement	p. 47
Une jeunesse qui irrigue les territoires bretons	p. 48
Bretons ici et d'ailleurs	p. 49
● — Nos 20 propositions	p. 52
Postface du conseil d'administration	p. 54





Une destruction environnementale sans précédent et une révolution numérique galopante.
Une sidération face à la montée des violences de tous ordres.
Une montée de l'« à quoi bon » qui fragilise les repères entre les êtres et entre les générations.

Depuis plus d'une année, s'ajoute à tout cela la pandémie de COVID-19. L'infiniment petit nous rappelle à quel point nous sommes dépendant les uns des autres, à quel point l'absence de rapport direct à l'autre est problématique. Il nous rappelle aussi à quel point la vie est un fil de funambule dont il faut prendre soin sous peine de ne pas nous relever. Nous savons que cette pandémie va entraîner des répercussions humaines et sociales prêtes à provoquer des explosions, propice à un refuge vers les extrêmes. Nous y voyons le terrain fertile à la fragilisation du lien intergénérationnel, au renforcement de l'individualisme, de l'égoïsme et au repli vers les réseaux sociaux apparaissant comme un nouvel eldorado.

Un combat à mener

Notre premier réflexe, c'est de tout faire pour retrouver l'avant, mais c'est sans doute peine perdue.

Notre tentation, c'est de protéger les nôtres, mais c'est insuffisant. Sans repères, nous reproduisons des réflexes qui sont déjà caduques, comme si le confort matériel pouvait être la condition du bonheur, comme si les quantités consommées pouvaient nous protéger de l'absence de boussole.

Il nous faut nous unir comme jamais, Repenser notre manière de vivre et d'inventer, faire des choix qui dépassent l'horizon de nos individualismes, retrouver l'échelle humaine que la complexité n'étouffe pas, celle de nos villages, de nos quartiers, de nos hameaux. Nous avons besoin plus que jamais de trouver le chemin de ce qui est commun, à hauteur d'humain, main dans la main. Pour cela il nous faut inventer les outils d'un nouveau combat. Le monde rural n'est plus le monde à fuir, il est un nouvel humus. Décentraliser n'est plus une option politique, c'est une nécessité vitale. Nous devons passer d'une logique centralisée à une vision distribuée, ramifiée.

Il nous faut vivre au cœur du vivant, et pas contre lui. De tout temps, la Bretagne a su rebondir quels que soient les obstacles rencontrés.

Nous devons nous appuyer sur ce que la Bretagne sait faire et sait être. Elle est un laboratoire idéal, le laboratoire rêvé peut-être, la bonne échelle pour tenter cette expérience collective qui fasse, nous le souhaitons, école en France, en Europe et dans le monde.

● — ÊTRE DE BRETAGNE

**« Nous naviguons à vue, bousculés par les événements (...)
Il nous faut reprendre un cap, car nous venons de comprendre
que l'homme n'est pas au-dessus de la nature, il est dans
la nature »**

— Boris Cyrulnik, philosophe

Notre monde semble avoir perdu sa boussole, son pourquoi et son comment.

Il nous faut reprendre un cap mais aussi de la hauteur, plus haut que les désaccords politiques, plus loin que notre vue, plus ambitieux que le fracas du réel, plus créatif qu'actuellement, ensemble.

Une boussole qui ne guide pas seulement ceux qui savent s'en servir, mais bien nous tous !

Nous sommes

Des Bretonnes et des Bretons qui veulent vivre, grandir, transmettre et rêver ensemble.

Des femmes et des hommes installés en Bretagne soucieux de fabriquer ici une humanité respirable.

Des femmes et des hommes emprunts d'émotion et avides de moments d'exception autant que de simples moments de partage.

Nous sommes des Bretonnes et des Bretons qui souhaitent exister demain en tout point, individuellement et collectivement, dans notre diversité et nos territoires de vie.

Nous sommes d'une Bretagne terre de solidarité, de coopération et d'alchimie intergénérationnelle.

Les défis qui se présentent à nous

Une crise existentielle face à la complexité du monde.



En revanche, ce qui fait certainement de la Bretagne une culture à part est qu'elle est connue et reconnue pour porter une identité si forte qu'être breton prend un sens intime chez tout individu et cela bien au-delà du territoire breton.

Cette identité ou fierté bretonne n'est pas le fruit du hasard. Elle est la part consciente et inconsciente de la façon dont se vit le quotidien : la Bretagne est une terre de partage, de solidarité, de tolérance, de coopération, de transmission et de capacité à rebondir quels que soient les obstacles rencontrés.

Notre façon de vivre est particulièrement imprégnée des valeurs communes qui structurent notre région.

Réagir, ensemble

Aujourd'hui, face aux maux du monde qui ébranlent sa solidité et sa capacité à inventer son futur, il est temps de réagir.

Nous sommes des femmes, des hommes convaincus qu'il est nécessaire de considérer la culture comme un levier essentiel à toute action politique, sociale, éducative, économique, environnementale, territoriale, etc.

Par mimétisme national ou par le truchement d'années d'exercice d'une certaine forme de culture, il est possible que nous nous soyons collectivement éloignés du véritable rôle de la culture au sein de la société ; ainsi que des multiples endroits où elle existe dans le quotidien de chacun. Il nous paraît aujourd'hui indispensable d'amener les différents acteurs - publics et privés, amateurs et professionnels, citoyens de tous les territoires - à faire culture ensemble.

Nous souhaitons les inviter à faire sens, à créer et développer les liens humains, sociaux, économiques..., à travailler le pluriel tout en laissant place au singulier ; à permettre les laboratoires, le droit à l'expérimentation, le droit à l'erreur ; à bousculer les concepts, l'existant ; et à être plus actifs et partie prenante des processus de décision, avec la volonté d'aller du collectif à l'individuel et de l'individuel au collectif.

Le Breizh Lab porte comme idée de la culture en Bretagne celle d'une irrigation citoyenne par la création, par les artistes, par l'ensemble des acteurs culturels en tout point du territoire.

La culture en Bretagne doit être capable de créer des ponts pour que les ruisseaux, les rivières, les fleuves puissent couler librement.

Nous sommes convaincus que la culture doit être le vecteur de lutte contre la séduction du nationalisme et contre les courants de pensées extrêmes, les volontés de repli, d'isolement.

La culture doit être un vecteur de lutte contre l'exclusion identitaire,

● — LA CULTURE EN BRETAGNE, UN BIEN COMMUN CRÉATEUR DE LIEN ET DE SENS

« Chaque Homme/Être, chaque pays a le droit à sa culture, mais il faut savoir que rien n'est gagné. Celle-ci est nôtre. Il nous appartient de l'ensemencer et de la nourrir, afin que puisse l'esprit de cette langue et de notre culture vivre pour plusieurs générations. »

« Peb den, peb bro 'n eus droad d'o « Zraoù ». Ret eo deoc'h goût, n'eus netra gouniet. An Traoù-se a zo 'ba hon daouarn, deomp-ni da demzo ha da vago anezhe evit ma talc'ho spered hon yezh hag hon « Zraoù » bevo evit kantvedoù c'hoazh ! »

— Yann Fanch Kemener

Depuis la nuit des temps, la culture est un marqueur de l'identité et des spécificités de tout groupe humain. Elle existe dans les gestes du quotidien, se partage, se transmet et construit ainsi un héritage endémique de tout territoire de vie.

La Bretagne s'inscrit dans cette réalité.

l'exclusion territoriale, pour que chacun puisse se dire de sa commune, de la Bretagne autant qu'europpéen, français et citoyen du monde. Que chacun puisse se dire de quelque part, au sein d'un "je" ou d'un "nous" de façon ouverte et universelle.

Semer dans et hors les murs pour retisser nos liens.

Nous considérons que la culture en Bretagne doit se penser à la manière d'un rhizome végétal, structure évoluant en permanence, dans toutes les directions horizontales, et dénuée de niveaux, modèle où chaque élément apporte au tout autant qu'il s'en nourrit.

Indépendamment de sa taille, de sa forme ou de sa localisation, comme autant d'éléments nécessaires à un biotope vivant, la liste ci-dessous constitue un semis favorable à la réinvention d'une culture forte et ravivée en Bretagne :

- redonner à chacun une dignité, une fierté d'être, un droit à affirmer sa pensée ;
- tisser des liens au plus proche, ramifier, connaître et reconnaître la part de culture de chacun ;
- respecter, entendre, retravailler un réseau de nouvelles solidarités ;
- développer la parole de tout un chacun pour permettre d'inventer un chemin commun ;
- ouvrir des récits de territoires pour l'échange, le dialogue, le partage et la création ;
- construire à partir de récits individuels un récit collectif ;
- remettre en culture les zones de croisement entre le regard de la jeunesse et l'expérience des aînés ;
- recréer du lien entre culture, éducation populaire, et action sociale ;
- s'appuyer sur le creuset d'expériences et la richesse de la diversité que constitue l'Europe et au-delà ;
- questionner et inventer la place et le rôle de l'artiste dans la cité et dans le territoire ;
- mettre en lumière la part de culture propre à chacun au sens des savoir-faire et des pratiques du quotidien ;
- consolider la tradition de transmission en innovant dans les modèles éducatifs ;
- ensemer la culture à l'échelle des villages et des quartiers pour permettre nombre d'expériences locales de s'épanouir ;

- outiller à nouveau notre territoire de conteurs, d'auteurs, de cinéastes, de troupes, de musiciens, d'artistes de toutes disciplines comme autant de bataillons propres à ré-enchanter et inventer un nouvel humanisme ;
- instaurer un dialogue entre les mondes de la culture et de l'économie comme acte essentiel à même de développer des projets pertinents dépassant le seul lien à la défiscalisation ;
- porter le lien entre science, technologie et culture pour inventer des nouveaux espaces de production de sens ;
- connaître et faire connaître ce qui fait la richesse de la Bretagne :
- **terre de festivals dont les modèles économiques sont aujourd'hui parfois à questionner ;**
- **terre de créations mais dont la diffusion faute d'appui suffisant est parfois limitée ;**
- **terre d'artistes dans toutes les disciplines et dans toutes ses composantes ;**
- **terre de patrimoine à se réapproprier ;**
- **terre de tradition mais aussi d'ouvertures, de rencontres et d'accueil, de modernité, d'innovation, d'imaginaire !**

Au travers de l'ensemble de ces thématiques **il nous paraît essentiel que la culture ne soit pas un chapitre à part** dans une politique publique. Elle doit exister dans tout projet de la Région Bretagne. La culture doit être le prisme, comme l'accompagnement des transitions, conditionnant l'accompagnement de toute action publique quelle qu'en soit la nature, sur l'ensemble du territoire.

Cette posture nouvelle permettra demain à la culture de jouer pleinement son rôle : celui de permettre à chacun de trouver des repères collectifs, un moyen de se dire au monde en mouvement, une nécessité de trouver une signification et une direction commune, un nouveau sens à ce qui fait que nous nous sentons d'une Bretagne à la fois ancrée et ouverte au monde. Notre façon de vivre est particulièrement imprégnée des valeurs communes qui structurent notre région.



● — UNE BRETAGNE EN EUROPE QUI CONSTRUIT SA DIFFÉRENCE

« La Bretagne (...) ne doit pas être considérée comme une projection de la France continentale vers l'océan, ni comme une simple continuation de l'Ouest intérieur. L'envisager ainsi serait s'exposer inévitablement à ne pas la comprendre »

— André Siegfried

Par ces mots, André Siegfried, père fondateur de la science politique hexagonale, soulignait dès 1913 dans son Tableau politique de la France de l'Ouest, l'originalité de la Bretagne et sa relation singulière à la France.

En ces temps troublés où la question territoriale est plus que jamais en haut de l'agenda politique, la Bretagne fait face à des défis multiples de transition économique, de solidarité territoriale, de fatigue démocratique. Comme toutes les régions de France pourrait-on avancer. Sans doute mais son histoire multiséculaire, son identité puissante et ouverte, sa capacité d'action collective maintes fois célébrée lui donne aujourd'hui une responsabilité particulière.

Comme l'écrit Jean-Michel Boulanger, universitaire, écrivain, et vice-président de la Région Bretagne de 2010 à 2021 « L'identité bretonne a été méprisée quand il s'agissait de construire la France ; cette identité bretonne a été revendiquée, contre Paris, au XXe siècle ; aujourd'hui les Bretons sont Bretons et sont Français. Ces deux identités ne s'opposent plus, se vivent de manière complémentaire, sur des registres différents (...). Être Breton

aujourd'hui, c'est cela. Être de Bretagne et du monde. Nourrir un sentiment d'appartenance à la Bretagne tout en restant ouvert aux autres ». Bretons, français, citoyens du monde, certes ! Mais aussi, intensément européens.

La Bretagne n'a jamais manqué un rendez-vous avec l'Europe quand le suffrage universel était appelé, qu'il s'agisse de l'élection des députés européens depuis 1979 ou de répondre à une question référendaire depuis 1972. Elle était pourtant bien loin du cœur du continent et son activité agricole n'avait pas encore épousé la modernité. Mais son esprit de solidarité, son goût de la coopération, sa pratique du partage, sa générosité l'ont conduit à devenir une terre européenne au bout de l'Eurasie.

Dans la France que nous vivons, avec les crises qui surgissent, que serait le déroulement de celles-ci sans l'euro ? Une cascade de dévaluations, des spéculateurs aux aguets, des taux d'intérêt envolés, une dette coûteuse, des prêteurs hésitants ou refusant. Au total, des crises encore plus dures et plus longues à s'en remettre. Fédérale ou confédérale, souverainiste ou libre-échangiste, l'Union sait se montrer souple et s'adapter aux circonstances. Elle vient de le démontrer face à la pandémie en faisant sauter des digues, nécessaires par temps calme, bloquantes en temps de tempête.

Rien ne serait pire pour l'Europe que le désamour de ses peuples. Les directives, les règlements, les fonds structurels, les budgets, le fonctionnement institutionnel, les plans de relance, la monnaie, la dette, le marché, la concurrence : tout cela occupe le lot quotidien de la vie européenne. Et c'est nécessaire. Mais l'Union est plus que tout cela : des valeurs, des principes, une histoire, des souffrances, des peuples si divers et à la fois si proches, un mode de vie, au total une civilisation. On est européen quand on pense aux autres, et pas seulement pour recueillir les fonds européens ou bénéficier de la PAC. Tel est l'objectif des propositions que le Breizh Lab soumet à discussion avec qui les jugera utiles.

Le monde d'après, la France d'après, la Bretagne d'après font en ce moment, et à juste titre, l'objet de multiples réflexions pour trouver le bon chemin consécutif à cette crise sanitaire inattendue et brutale qui a mis à mal l'économie mondiale. Elle a aussi ébranlé des certitudes et secoué des pensées bien établies. Elle a contribué à démontrer la nécessité et même l'obligation d'une Europe unie et renforcée. Nancy Pélosi, Présidente de la Chambre des Représentants à Washington, a donné des USA une définition qui vaut pour notre Europe : « Notre diversité fait notre force et notre unité fait notre puissance ». C'est vrai de l'Europe, comme c'est vrai de la France forte de la diversité de ses régions.

Il s'agit donc tout à la fois de doter la Bretagne d'une structuration et d'institutions en adéquation avec sa singularité au sein de la Nation et d'afficher le caractère résolument européen de sa celtitude.

Vers une Assemblée de Bretagne

Une Bretagne plus bretonne d'abord ! Grâce à son ADN empreint d'action collective, la Bretagne peut montrer la voie d'un modèle de développement productif, mais plus sobre ; la voie d'un modèle démocratique, mais plus inclusif ; la voie d'un modèle d'action publique performant, nécessairement plus décentralisé. Le défi n'est pas mince. Car, paradoxalement, le modèle français de décentralisation a affaibli la Bretagne depuis une trentaine d'années. Il a en effet fragmenté le pouvoir politique en une myriade de féodalités locales.

La Bretagne, comme les autres régions françaises et européennes, doit faire face à des mutations socioéconomiques majeures, à des inégalités territoriales croissantes. Des pans significatifs de la population bretonne souffrent, et ont l'impression de faire partie des perdants. Les braises des « Bonnets rouges » ou des « Gilets jaunes » sont loin d'être refroidies. La Bretagne a besoin d'idées nouvelles et de leviers puissants pour leur donner corps face à tous ceux qui continuent de résister à l'inéluctable : l'avènement d'une société à la fois plus ascendante et plus horizontale. Le moment est venu de valoriser cette singularité bretonne d'un modèle politique coopératif et ascendant, de plus en plus éloigné d'un modèle hexagonal victime de sa verticalité descendante.



Deux scénarii s'offrent aux Bretons. Le scénario de la normalisation tout d'abord. Celui de se normaliser, de ne plus se rebeller, et donc de subir les changements présents ou à venir. Ou, au contraire, imaginer un scénario de différenciation. Comme elle l'a toujours fait dans son histoire, la Bretagne peut faire le choix de se différencier, de montrer la voie. Par le passé, elle a montré la voie de l'aménagement du territoire à travers le CELIB, elle a montré la voie du développement local par la participation citoyenne avec Paul Houée dans le Mené, elle a montré la voie de l'identité heureuse du local à l'Europe, elle a montré la voie d'une cohabitation intelligente et fructueuse entre ceux qui ont la foi et ceux qui ne l'ont pas, ceux qui croient, et ceux qui ne croient pas.

En France, l'État s'occupe de tout et trop souvent de détails. Qu'il se concentre sur le régalien ! Et que le principe de subsidiarité s'applique : la responsabilité d'une action publique doit revenir à l'entité la mieux qualifiée pour la mener. Pour adopter cette voie de la différenciation, la Bretagne doit impérativement remédier à sa fragmentation politique en se dotant d'une collectivité intermédiaire unique qui puisse avoir la capacité d'être le chef d'orchestre de l'ensemble des politiques non régaliennes. L'idée serait de créer une nouvelle entité, une collectivité unique, la Collectivité territoriale de Bretagne, « **l'Assemblée de Bretagne** », avec un organe délibératif, élu au suffrage universel, et un conseil exécutif, élu au sein de l'Assemblée.

Trop de couches, trop de collectivités et des responsabilités croisées rendent opaque notre organisation : communes, intercommunalités, départements, régions. Qui fait quoi ? Il faut vraiment être initié pour s'y retrouver ! Une telle Assemblée de Bretagne ne ferait pas que se substituer au conseil régional, elle pose la question de l'utilité des conseils départementaux. Un dialogue sera engagé avec les élus des quatre assemblées pour examiner les modalités d'exercice des actuelles compétences pour qu'elles restent au plus près des populations concernées. Les élus régionaux et départementaux, potentiellement réticents, voire hostiles, à la disparition de leurs assemblées, doivent prendre en compte les enjeux pour la Bretagne, ne seraient-ils pas plus efficaces en étant élus à une Assemblée de Bretagne aux compétences élargies ?

Dissocier le pouvoir législatif, délibératif, et le pouvoir exécutif, c'est la base de toutes les démocraties, c'est déjà le cas en Corse, en Alsace (au sein de la région Grand-Est) et dans plusieurs collectivités d'Outre-mer. De fait, la substitution d'une assemblée régionale aux conseils existants est la voie qui a été adoptée par les régions soucieuses de préserver et d'affirmer leur identité.

Les communes, les intercommunalités, l'assemblée de Bretagne, trois collectivités avec chacune des compétences bien identifiées, ce modèle de gouvernement de la Bretagne l'armait pour valoriser ses différences dans le concert des régions européennes et pour combler le retard qu'elle a pris sur des sujets cruciaux si on la compare à nombre de territoires d'Europe du Nord : énergies renouvelables, mutations du modèle agricole, politiques de mobilité, innovations éducatives ou du vivre ensemble.

La nouvelle Collectivité territoriale de Bretagne, l'Assemblée de Bretagne, exercerait les compétences aujourd'hui exercées au niveau départemental et au niveau régional, complétées par celles qui lui seraient dévolues par l'État. Cette nouvelle organisation de la région s'accompagnerait donc du transfert de l'ensemble des politiques non régaliennes de l'État et des

services déconcentrés afférents à la Collectivité territoriale de Bretagne (culture, développement économique, aménagement, santé publique). Cette collectivité contractualiserait avec chaque intercommunalité, également selon le principe de la différenciation. Ces intercommunalités pourraient ainsi se voir transférer des compétences et des moyens aujourd'hui assurés par les Conseils départementaux ou par le Conseil régional.

Au nom du principe de différenciation, cette Assemblée devra être dotée d'un pouvoir réglementaire. Comment en effet peser sur les enjeux de l'alimentation, des énergies renouvelables, des mobilités, de la formation professionnelle ou des transports sans un pouvoir réglementaire adéquat ?

Une Bretagne réunifiée

Mais de quelle Bretagne parle-t-on ? Séparant la Loire-Atlantique du reste de la Bretagne en 1941, l'État Français, sous l'impulsion de Pierre Laval, a amputé la Bretagne d'une partie importante de son territoire et de sa population. Ce découpage territorial a été confirmé par tous les chefs d'État et de gouvernement depuis 1945. Pourtant, depuis la dernière guerre des hommes et des femmes essaient d'effacer la frontière administrative pour obtenir une réunification. Bien entendu, une telle réunification suppose qu'elle soit majoritairement approuvée par les habitants de Loire-Atlantique eux-mêmes, comme le suggère un récent sondage. Le Conseil Régional de Bretagne et plusieurs municipalités à l'instar de celles de Nantes, Brest et Rennes demandent que soit organisée **une consultation des habitants de Loire-Atlantique** : veulent-ils rejoindre la Collectivité territoriale de Bretagne ou rester en région Pays de la Loire ?

Comme le détaille Kévin Jézéquel, vice-président de l'association « À la bretonne ! », si le résultat est positif il faudra « *que les collectivités de la Région Bretagne se positionnent et que les collectivités de la Région des Pays de la Loire consultent leurs habitants sur leur propre avenir* ».

En 2002 Joseph Martray et Jean Ollivro ont publié un ouvrage intitulé « **La Bretagne réunifiée, une véritable région européenne ouverte sur le monde** ». Le Breizh Lab reprend volontiers ce titre pour qualifier son ambition pour la Bretagne.

Une Bretagne européenne

L'Europe s'unifie au rythme des crises qui la frappent et qu'elle ne prévoit pas. La guerre d'abord qui lui fait prendre conscience de l'urgence de l'union pour garantir la paix : on est en 1950, la réponse sera le marché commun. La fin de sa division en deux blocs quand le mur de Berlin s'effondre et que l'Allemagne se réunifie : on est en 1990, la réponse sera la monnaie unique. Le choc d'un virus qui met à mal son économie : on est en



2020, la réponse est la dette mise en commun par solidarité. D'autres défis attendent l'Union européenne pour les prochaines générations : le choc de la révolution numérique, la réaction aux flux migratoires, la définition de la souveraineté européenne, la mise en œuvre des conclusions de l'accord de Paris pour réduire le réchauffement climatique, la promotion de l'écologie comme science plus qu'idéologie, la défense du multilatéralisme, la politique de sécurité dès lors que les États-Unis décident de se retirer de notre continent...et bien d'autres encore.

Nous, Bretonnes et Bretons, voulons continuer cette histoire, fidèles à l'esprit des cinq résolutions du « Message aux Européens » adopté à La Haye en mai 1948 :

- 1. Nous voulons une Europe unie, rendue dans toute son étendue à la libre circulation des hommes, des idées, des biens.**
- 2. Nous voulons une Charte des droits de l'Homme garantissant la liberté de pensée, de réunion et d'expression ainsi que le libre exercice d'une opposition politique.**
- 3. Nous voulons une Cour de justice capable d'appliquer les sanctions nécessaires pour que soit respectée la Charte.**
- 4. Nous voulons une Assemblée européenne où soient représentées les forces vives de toutes les nations.**
- 5. Nous prenons l'engagement d'appuyer de tous nos efforts, dans nos foyers et en public dans nos partis, dans nos lieux de culte, dans nos milieux professionnels et syndicaux, les hommes et les gouvernements qui travaillent à cette œuvre de salut public, suprême chance de la paix et gage d'un grand avenir pour cette génération et celles qui la suivront.**

Le Breizh Lab n'a pas vocation à faire la politique européenne à la place des institutions qui en ont la responsabilité : parlements européen et nationaux, Conseil, Commission, États, collectivités territoriales, etc. Il n'a pas à défendre ou à promouvoir tels ou tels intérêts professionnels

ou catégoriels. Ceux-ci sont portés par d'autres organismes : chambres consulaires, partenaires sociaux, représentants des activités et branches concernées par les propositions de la Commission, lobbies agréés à Bruxelles, etc.

Il ne se substitue pas davantage aux associations militantes comme le Mouvement européen ou les Maisons de l'Europe. Encore moins aux partis et mouvements politiques.

Toutefois, nous pensons essentiel que l'Assemblée de Bretagne prenne des initiatives pour maintenir la flamme européenne dans l'esprit et la conscience des Bretonnes et des Bretons. Notamment, il importe de lutter contre le désintérêt, voire le désamour de l'Europe chez la plupart des jeunes.



Une Europe revendiquée

Certaines de ces initiatives relèvent de propositions à destination de la nation, qui pourraient être portées par les parlementaires bretons. Ainsi, **le mois de mai pourrait être déclaré « mois de l'Europe »**, tant il est vrai qu'il abonde d'anniversaires symboliques des valeurs européennes : 8 mai pour la fin du nazisme qui a nié la dignité de la personne humaine ; 9 mai pour la réconciliation entre les belligérants d'hier pour asseoir une paix perpétuelle sur le continent ; 10 mai pour l'abolition de l'esclavage qui nie la liberté d'un être humain pour le réduire à un objet ; 7 au 11 mai anniversaire du Congrès de La Haye ; 5 mai 1949 création du Conseil de l'Europe, d'où émanent le Comité des régions, les chartes des langues régionales et de l'autonomie locale, etc.

Le nom de ce mois s'écrit en trois lettres avec lesquelles se forge le mot « AMI » ... à lui seul un programme pour l'Europe !

De même il serait opportun que, dans les établissements scolaires, soient promus (disponibles, affichés, diffusés, étudiés) les textes fondateurs de l'Union Européenne : la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 ; la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 ; la Convention européenne des Droits de l'Homme entrée en vigueur en 1953 ; la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne de 2009. Ces textes ont des liens évidents et permettent de lier la France, l'Europe et le Monde. Plus généralement, il serait nécessaire que soit approfondie l'histoire de l'Union européenne, mais aussi celle des pays membres notamment dans leurs rapports à la France. Être européen c'est autant



connaître l'autre que soi-même. Angela Merkel, la Chancelière d'Allemagne l'a dit à sa façon dans un entretien aux journaux du réseau Europa (le Monde daté des 28-29 juin 2020) : « J'attends de chacun de nous qu'il se mette à la place de l'autre ».

Dans le même esprit, les symboles de l'Union Européenne - le drapeau étoilé, l'hymne à la joie, la devise « unis dans la diversité » - pourraient être plus largement utilisés et ainsi popularisés. **La France est notre nationalité, la Bretagne notre identité particulière, l'Europe notre engagement volontaire.**

C'est une sorte de triple appartenance à laquelle nous voulons faire adhérer la population. Ces symboles doivent être utilisés à chaque occasion. Nos universités ont également un grand rôle à jouer pour faire connaître la politique de l'Union et entretenir l'engagement européen de chacun, notamment à travers les « chaires Jean Monnet », leurs appartenances aux réseaux « universités européennes », ou les « Rendez-vous d'Europe ».

Plus d'Europe en Bretagne

D'autres initiatives relèvent de décisions des collectivités régionales. Que serait la Bretagne sans l'Europe ? Aurait-elle pu connaître son développement depuis les années 1960 sans son intégration dans cet ensemble. Agriculture, pêche, recherche, industrie... la Bretagne a beaucoup profité de ce choix fait par la France au lendemain de la seconde guerre mondiale. Chaque collectivité (communale, communautaire, métropolitaine, départementale, régionale) peut désigner un élu référent qui soit en veille européenne permanente et qui puisse rappeler à ses collègues et à toute la population la présence et l'importance

de l'Europe dans notre vie quotidienne, beaucoup de collectivités l'ont décidé mais il est bon de le rappeler. **Un réseau de référents Europe doit être constitué sur l'ensemble du territoire breton.**

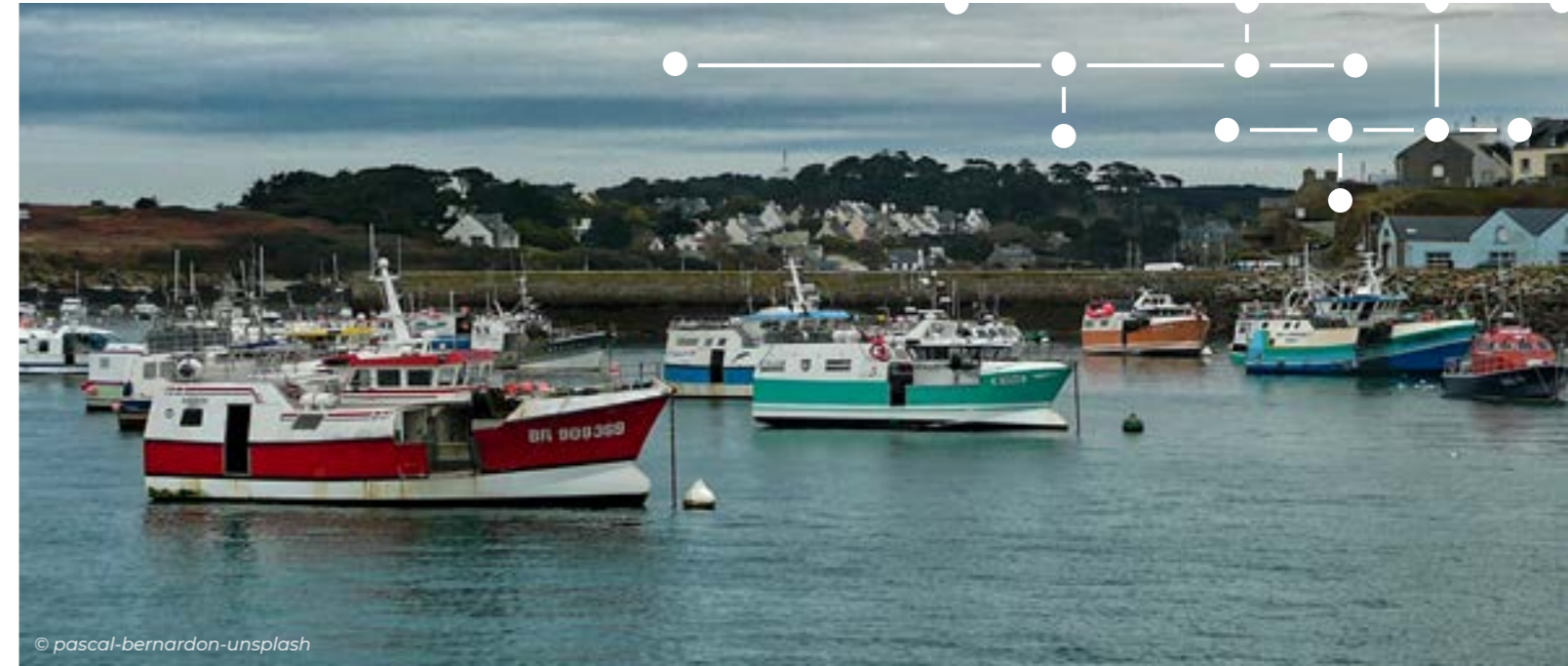
Depuis la fin de la guerre, les jumelages se sont multipliés en Bretagne, avec l'Allemagne pour consolider la réconciliation et lui donner une traduction concrète, avec nos voisins celtiques pour entretenir les liens de famille, et au-delà dans un but de solidarité avec de nombreux pays, en particulier en Afrique.

Pourquoi ne pas organiser partout dans la région une **fête annuelle des jumelages** à la fois pour les revigorer et mettre en avant leur rôle de rencontre et d'échange entre les peuples. Aujourd'hui près de 5600 communes de l'Union européenne sont jumelées avec des communes françaises. C'est un trésor précieux mais insuffisamment exploité. Notre région pourrait ainsi être pionnière en vue d'une conférence internationale des jumelages.



Il s'agit ainsi de promouvoir les échanges, d'encourager les voyages, notamment par une large utilisation du programme Erasmus tant pour les étudiants que pour les fonctionnaires, de s'ouvrir à la mosaïque de cultures qui compose le tissu culturel européen. Ce programme pourrait d'ailleurs être amplifié en ajoutant au financement national des **mobilités européennes financées par la Région Bretagne**. Notamment en direction de l'Irlande qui est désormais le premier voisin européen de la Bretagne. Dans le même ordre d'idée, plusieurs musées de Bretagne pourraient coopérer pour faire circuler dans la région des expositions d'artistes européens. De même **un salon du livre européen**, c'est-à-dire du livre sur l'Europe, pourrait voir le jour en Bretagne si une association décidait d'en prendre l'initiative.

Enfin, le Breizh Lab propose **que la Bretagne participe à la consultation pour l'avenir de l'Europe**, initiée par la France, acceptée par le Conseil des Chefs d'État et de Gouvernement, organisée par la Commission et sa vice-présidente chargée de la démocratie et de la démographie, Mme Suica Dubravka. La crise sanitaire a retardé sa mise en route. Dès que les modalités seront arrêtées et connues, la Bretagne doit s'y engager. Elle ne peut être ni absente, ni indifférente à ce projet. Il faut y impliquer le plus possible de citoyens, surtout les motiver pour que les conclusions de cette consultation ne soient pas réservées aux spécialistes.



© pascal-bernardon-unsplash

Le monde s'organise autour de grands ensembles sur d'énormes surfaces géographiques de la planète et qui concentrent des masses démographiques gigantesques. L'Insee estime à près de 7,9 milliards la population mondiale en 2021. Cinq pays rassemblent 3,6 milliards d'habitants, à eux seuls ces cinq pays comptent pour 47% de la population mondiale. Chaque pays européen ne peut pas, ne pourra pas rivaliser chacun dans son enclos, replié sur lui-même. Il y a obligation de s'entendre. Le XXIème siècle ne nous attendra pas. L'Union européenne, pourtant éclatée en de nombreux États, moins peuplée et surtout plus vieillissante, a cependant des atouts remarquables. Elle est la seule entité de la planète où sont réunies trois composantes essentielles à la vie humaine : le développement économique, la protection sociale, les libertés publiques et individuelles. La France aura à faire vivre l'esprit européen au premier semestre 2022. En effet, elle présidera pendant six mois l'Union Européenne, la Bretagne sera au rendez-vous. Les membres du Breizh Lab y prendront leur part, ils se revendiquent être des **ambassadeurs de l'Europe**.

Les habitants de la collectivité de Bretagne feront de leur territoire aux frontières retrouvées une région européenne ouverte, accueillante, entreprenante. Membres de la famille celtique, les Bretonnes et les Bretons porteront haut les couleurs de l'Europe dans le pays de France.



● — UNE BRETAGNE DURABLE QUI INVENTE SON AVENIR

« **Pouvoir, vouloir, savoir, trois mots qui mènent le monde** »

— Victor Hugo

La Bretagne est une terre de contacts, d'échanges, de culture, de technologie, de production, dont le facteur commun est un ancrage dans son territoire, sa nature, ses paysages, ses reliefs, ses côtes, ses rivières. Les Bretons, jeunes ou moins jeunes, profitent à chaque instant de l'environnement naturel que la Bretagne leur offre, pour se rencontrer, faire la fête, faire du sport, éduquer leurs enfants, s'aérer, s'évader, travailler et produire dans un équilibre de vie où la nature occupe une place centrale. Pourtant, nous avons trop abusé de ce que cette nature nous offre. Nous avons conscience d'avoir surconsommé et négligé les ressources que nous avons à disposition. Leur préservation est aujourd'hui au cœur de l'avenir de la Bretagne et de ses habitants.

Une Bretagne engagée dans la transition écologique

En Bretagne comme ailleurs, de nombreux chantiers sont menés pour faire face à l'urgence environnementale, dans différents domaines et en parallèle les uns des autres : agro-alimentaire, énergie, industrie, transports et mobilité, urbanisme et équilibre des territoires, préservation de la biodiversité... Chacun - du décideur au particulier, en passant par l'industriel ou l'agriculteur - essaie d'agir, même si parfois, certaines initiatives se contredisent faute de coordination globale. Des crispations et des incompréhensions entre secteurs d'activité, territoires, générations, sont ainsi susceptibles d'entraîner des tensions à même de porter atteinte à la paix sociale. Il devient donc impératif d'imaginer des solutions nouvelles pour une transition écologique réussie en Bretagne.

L'environnement doit être appréhendé dans l'ensemble des dimensions qui concourent au cadre de vie : l'environnement naturel bien sûr, l'eau, les sols, l'air et les êtres vivants ; mais aussi l'alimentation, l'éducation, les institutions, les villes et les territoires, les infrastructures, les innovations technologiques, la culture, les langues etc. Il ne doit pas être considéré comme une marchandise mais comme partie intégrante de notre patrimoine commun, fruit de notre héritage. Il doit être cultivé, entretenu et transmis aux générations futures si nous ne voulons pas hypothéquer leur avenir. La jeunesse est dynamique et plus que jamais en quête d'équité environnementale et de sens. Elle porte l'envie et nous montre la voie, elle est une chance pour la Bretagne !

Mettre en place dès aujourd'hui les conditions de résilience et de soutenabilité en Bretagne est non seulement une urgence face aux changements environnementaux, mais aussi la voie pour une transition écologique apaisée. La question environnementale ne peut plus être accessoire. Elle doit être le moteur d'un projet de territoire, où l'environnement se conjugue au présent et à l'avenir sous tous ses aspects : humains, écologiques, sociaux et économiques.

Bretonnes et Bretons, soucieux de notre territoire, nous ne devons pas oublier que notre terre est celle que nous empruntons à nos enfants. Il est de notre responsabilité d'offrir à notre jeunesse et aux générations futures les outils de réflexions, de pilotage et d'action pour corriger les erreurs passées. Par le prisme de la transition écologique, la Bretagne a l'opportunité d'imaginer un nouveau récit pour construire son territoire demain. Il faut offrir une vision d'avenir qui soit commune et partagée par tous. C'est l'ambition que porte le Breizh Lab.

Un pacte de confiance pour une ambition commune

En la matière, la vision politique ne peut s'abstraire des aspirations citoyennes, des expressions artistiques ou culturelles, et bien entendu des données scientifiques. Chacun - entité/individu/société - doit pouvoir participer à l'élaboration de cette vision d'avenir, débattre, se confronter, et donc se reconnaître. Ce récit partagé deviendra ainsi le support de la culture commune et du projet collectif, et naturellement le nouveau lieu du dialogue et de la concertation.

Les associations environnementales ont notamment beaucoup apporté à la Bretagne dans la prise de conscience du lien nécessaire entre économie et écologie afin de concilier développement et préservation de notre environnement. Il n'en demeure pas moins des tensions entre associations, élus, décideurs. Les intérêts à court terme divergent, les sujets environnementaux demeurent très clivants.

Dans la continuité des travaux de concertation enclenchés dans le cadre la Breizh Cop, un nouveau pacte de confiance en Bretagne est nécessaire pour passer à la vitesse supérieure et avoir une déclinaison territoriale et opérationnelle permettant de se donner un horizon commun.

Relever le défi de la transition écologique a donc trois préalables :

- retrouver le chemin du dialogue. La Bretagne a toujours été une terre de débats ; il nous faut utiliser ce goût du débat autour des questions environnementales. À propos des enjeux environnementaux, il faut rétablir la confiance entre tous leurs acteurs (acteurs économiques, acteurs sociaux, société civile, monde associatif, etc.) ;
- réconcilier les habitants de Bretagne avec leur exceptionnel cadre de vie. Il faut ouvrir les regards à la beauté, à la richesse et à la fragilité de nos paysages. Il faut éveiller les consciences au fait que notre environnement fait partie de notre patrimoine commun, et que nous en sommes collectivement responsables ;
- redonner confiance, fierté, et ambition aux Bretonnes et aux Bretons ; ensemble, nous devons et nous pouvons faire des défis environnementaux une véritable opportunité créatrice de valeurs. Parions sur les atouts de notre territoire, sur la richesse en expertises multiples des hommes et des femmes qui font la Bretagne, la responsabilisation de chacun est un engagement pour tous.

La confiance mutuelle, l'ambition, l'éducation et la formation doivent être des valeurs partagées. Par son originalité et par la diversité des acteurs qui le composent, le Breizh Lab sait que la réponse ne peut être que collective, partagée et ambitieuse. Cette réponse ne sera pas que politique, dans le sens de l'organisation du pouvoir, elle sera avant tout humaine, économique et sociale.

Un laboratoire des transitions en Bretagne

Pour répondre à l'ambition d'une transition juste, inclusive et heureuse pour tous en Bretagne, nous proposons la création d'un nouvel outil innovant et multitâches : **un Laboratoire des Transitions en Bretagne**, maillon manquant au territoire pour lui permettre de porter cette vision collective.

Lieu d'analyse et de concertation, et point de rencontres entre tous les acteurs de la transition

écologique, cette plateforme permettra de regrouper et de rationaliser les relations de travail entre institutions de la connaissance, organismes publics, associations et société civile, secteur privé et organisations



gouvernementales. Les modalités de sa composition et de son fonctionnement pourraient être arrêtées au lendemain du renouvellement des deux assemblées, conseils départementaux et conseil régional.

Pensé à la fois comme **observatoire et fabrique des conditions de la transition**, la mission principale de ce Laboratoire sera de dessiner un futur sain, vert et intelligent pour la Bretagne. Il devra mettre en réseau et rassembler des organisations qui actuellement ne communiquent pas, ou peu, entre elles. C'est une condition pour substituer la coopération à la compétition, voire à la rivalité, et ainsi permettre de nouveaux partenariats.

Tous les acteurs de la transition écologique, à commencer par les citoyens, citoyennes et associations, ont vocation à être représentés dans le Laboratoire des transitions, à côté de représentants des chercheurs, de ceux du monde économique, dirigeants et syndicats, et de ceux des organisations gouvernementales, décideurs et acteurs politiques. Représentatif de la diversité des territoires, en impliquant chacun des vingt-et-un pays de Bretagne et les îles bretonnes, il devra entretenir des liens étroits avec l'Assemblée de Bretagne (avec le conseil régional dans un premier temps).

Des outils scientifiques pour assurer la cohérence des actions et se projeter vers l'avenir

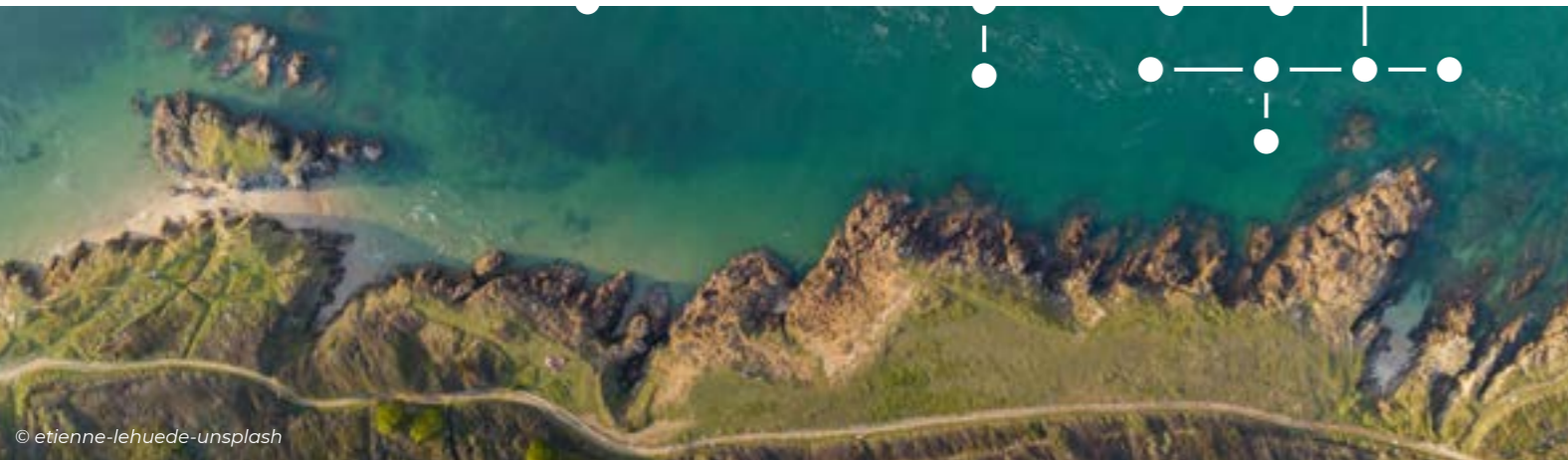
Le manque de chiffres synthétiques, ou plutôt l'existence de données multiples mais éparpillées souvent peu parlantes au regard d'objectifs imprécis, rendent les diagnostics difficiles. Grâce notamment aux scientifiques qui en seront membres, le Laboratoire pourra, sur la base d'une harmonisation des données, faits et chiffres du territoire, assurer une analyse et un suivi de l'efficacité et de la cohérence des actions de

transitions menées dans la région. Notamment, les outils numériques et d'intelligence artificielle permettront de visualiser et d'exploiter les données recueillies sur le terrain et ainsi parvenir à l'établissement de scénarii d'avenir pour déterminer les priorités d'actions de transitions à mener.

Il s'agira notamment d'identifier des indicateurs de suivi des transitions adaptés à la Bretagne, qui aillent au-delà des seuls indicateurs économiques.

Par exemple, des **indicateurs sur l'évolution de la qualité de vie et du bien-être** pour chacun sur le territoire. Notamment, le vieillissement de la population en Bretagne rendra en effet nécessaire une adaptation des besoins en termes de santé, d'habitat, de mobilités, de services, et donc d'environnement.

De même, un nouvel **indicateur de mesure de l'empreinte carbone** régionale est une nécessité. Un indicateur du type « empreinte carbone score » pourrait être imaginé pour les particuliers à la maison, ou pour les consommateurs en magasins par exemple. Un autre indicateur du type « empreinte carbone RSE » pourrait être créé spécifiquement pour



les entreprises. L'affichage, la visualisation et le partage de cet indicateur d'empreinte carbone permettront à tous de mesurer son impact environnemental.

Au regard de toutes les données, analyses scientifiques, suivi et évaluation mises en place pour le long terme, l'élaboration de scénarii permettra au Laboratoire des transitions de proposer et d'ajuster une feuille de route à présenter à la Région. Rigoureusement établie, la bonne orchestration des actions de transitions sera alors un outil commun et partagé, mis au service des acteurs et des territoires pour engager durablement une transition écologique juste et inclusive.

Le Laboratoire a vocation à entretenir un lien étroit de coopération avec Le Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) au sein duquel il devrait être représenté. Dans le cadre de l'évaluation de la transparence des politiques publiques menées pour les transitions, le CESER pourrait d'ailleurs être sollicité pour évaluer les travaux menés par le Laboratoire des transitions. Compte tenu des enjeux environnementaux, une totale transparence des actions conduites et des moyens utilisés est en effet une nécessité.

Un modèle d'exemplarité régionale et des transitions plurielles

Des engagements ont été pris au niveau international et européen. Les Accords de Paris signés en 2015 sont des accords mondiaux, actés par la plupart des pays de la planète, qui prévoient de contenir d'ici à 2100, le réchauffement climatique en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C. Par ailleurs, le pacte vert pour l'Europe, ou Green Deal Européen, est le plus grand plan de transition écologique établi à l'échelle d'un continent. Cette feuille de route écrite par l'Union Européenne (UE) fixe l'objectif de rendre l'économie de l'UE durable. Elle propose un plan d'actions pour promouvoir l'utilisation efficace des ressources, la restauration de la biodiversité et la réduction de la pollution. L'UE ambitionne ainsi d'être le premier continent climatiquement neutre en 2050, et prévoit de réduire de 55% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030.

Nous proposons de rendre concret les Accords de Paris et le Green Deal Européen en faisant de la Bretagne un territoire-témoin du respect des objectifs qu'ils ont fixés. Dans la continuité des travaux enclenchés avec la Breizh Cop, qui fut la seule COP régionale en France, la Bretagne peut être un modèle d'exemplarité régionale d'applications de ces accords. Un tel objectif suppose :

- Une évaluation régionale de l'implication de la Bretagne dans ces accords, afin d'évaluer les efforts et les rendre publics ;
- La promotion et le développement de l'écoresponsabilité, placés au cœur de la mission du Laboratoire.

En questionnant le modèle de développement actuel et en encourageant l'émergence d'alternatives audacieuses, le Laboratoire des transitions aurait en quelque sorte une fonction de « **GIEC régional** » qui, prenant en compte l'état des connaissances et les projections faites pour l'avenir, identifierait les priorités d'actions à mener en Bretagne.

Les chantiers sont nombreux, nos ambitions sont grandes, notamment dans les domaines de l'alimentation, de la qualité de l'eau, de la gestion des déchets, de la santé et de l'énergie.

La Bretagne accompagnera ses agriculteurs pour porter avec eux l'ambition d'atteindre un nouveau modèle de résilience alimentaire.

Les différents acteurs doivent parvenir à un développement harmonieux de leur activité et du territoire qu'ils exploitent. Ils doivent être guidés par la triple ambition de protéger les ressources naturelles du sol, de garantir une alimentation saine et d'améliorer la justice environnementale. Il est nécessaire que la Bretagne assume trois responsabilités dans le domaine alimentaire : la traçabilité alimentaire - la sécurité alimentaire - la qualité des produits. Tous ceux qui sont réalisés en région devraient être labellisés d'une marque « **fabriqués en Bretagne** ». C'est essentiel pour que la région reste une terre nourricière, en harmonie avec son environnement, œuvrant pour le bien commun.

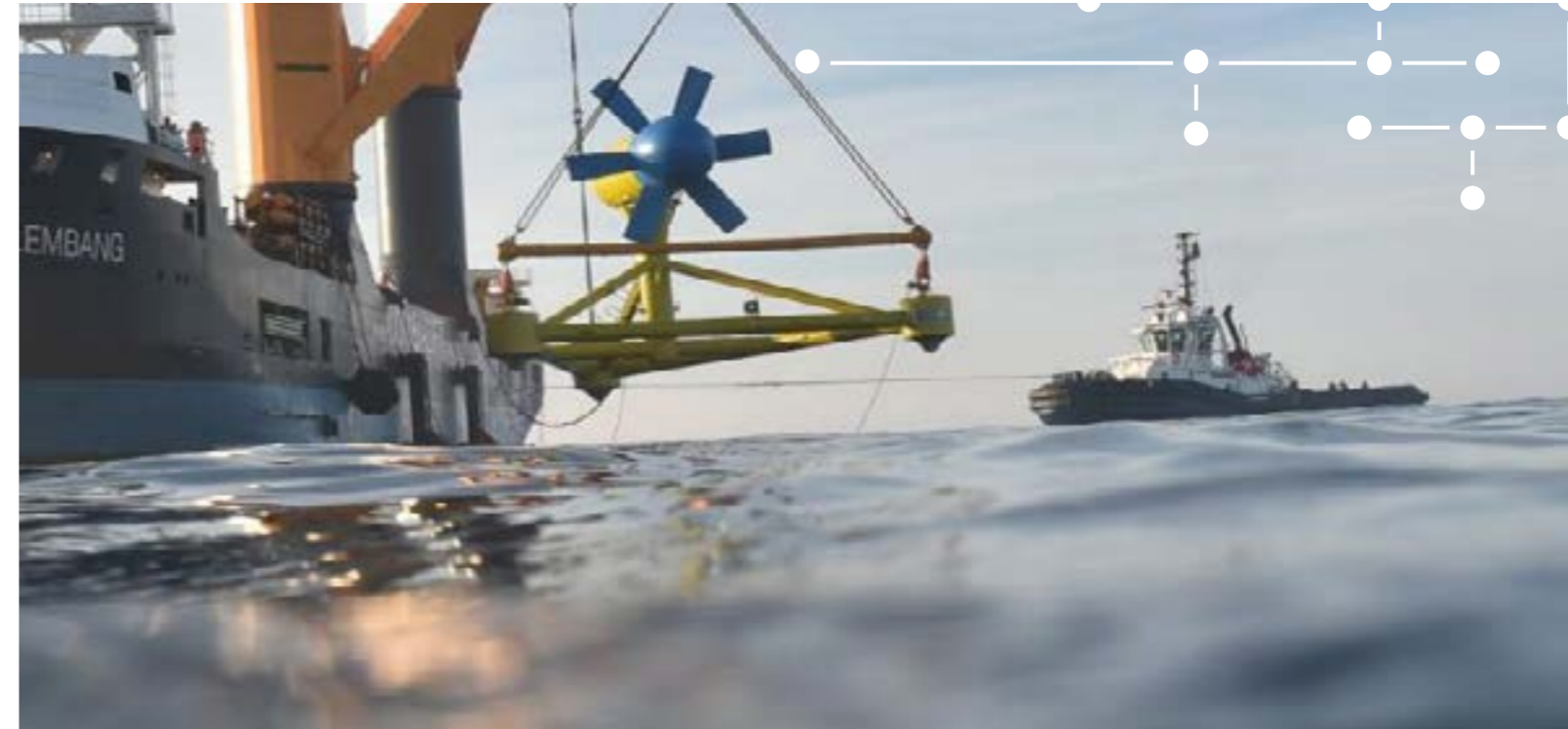
Prolongeant ce qui est en cours notamment avec l'association « **Produit en Bretagne** » avec l'objectif ISO 26000 et en matière de RSE, il faut

généraliser la marque de fabrique Bretagne pour les produits alimentaires fabriqués dans notre région. Terre nourricière, en harmonie avec son environnement et œuvrant pour le bien commun, la Bretagne doit être exemplaire en garantissant : la traçabilité alimentaire, la sécurité alimentaire et la qualité de ses produits.

A l'image d'autres pays européens de dimension comparable à la Bretagne comme le Danemark, la Bretagne doit porter l'ambition de l'accessibilité au bien-manger pour tous en travaillant plus concrètement à la **réduction de son gaspillage alimentaire**. En particulier, il faut encourager les supermarchés bretons à agir sur deux volets : la mise en place d'outils simples qui inciteront le consommateur à acheter à l'unité ou en vrac, au plus près de ses besoins ; la mise en place de circuits courts de redistribution des invendus

de la restauration et autres activités de bouche, vers les plus démunis. Pour cela, les acteurs pourront s'appuyer sur la créativité des « Start-up » bretonnes et sur le dynamisme des associations très actives en Bretagne dans ce domaine.

Les efforts engagés collectivement et solidairement sur **la qualité de l'eau en Bretagne** doivent continuer. Mais il faut aller plus loin encore, en portant l'ambition de distribuer une eau potable de qualité à tous dans la région. En cohérence avec cet objectif d'avancée juste et inclusive vers un accès équitable à une ressource naturelle vitale, une des priorités doit être une diminution drastique des déchets plastiques terrestres et maritimes.



Le lien terre-mer est naturel en Bretagne. Chacun sait que les problèmes de la mer sont les problèmes de la terre, et vice et versa. Agir avec force en Bretagne sur les problématiques de **gestion des déchets** à terre et en mer est à nos yeux, une nécessité. Cette révolution sur l'eau et la gestion des déchets doit consolider en Bretagne le lien entre préservation de la biodiversité et dynamisme des activités économiques liées notamment aux métiers de la mer.

Sur le volet santé, nous proposons que, avec le soutien des collectivités, la recherche publique présente en Bretagne ait les moyens de se mobiliser encore davantage sur des programmes de recherche ciblés sur la **mise en œuvre du concept One Health**.

Ce concept, formalisé par les scientifiques au début des années 2000, met l'accent sur les interdépendances entre santé de l'environnement, santé animale et santé humaine. Tout facteur agissant sur l'état de santé d'une de ces trois catégories peut avoir des effets sur l'état de santé des deux autres. Tout en tenant compte du rôle essentiel de la médecine humaine et de la médecine vétérinaire pour faire face aux problèmes sanitaires rencontrés, le concept One Health prône une approche globale, transdisciplinaire et multisectorielle dans le but, notamment, de développer une démarche de prévention. Les institutions bretonnes de la connaissance - comme celles relevant de l'Anses, l'Inrae, l'Inserm, le CNRS, le Muséum national d'histoire naturelle, l'Ifremer, les CHU, les Observatoires des sciences de l'univers, les universités et les grandes écoles - ont des compétences mobilisables

rapidement dans les disciplines pertinentes pour la mise en œuvre du concept One Health sur le territoire. La formation initiale et continue sur cette approche One Health doit également être encouragée.

Pour atteindre l'objectif de réduire à moins de 2°C en 2100 l'augmentation de température due à nos émissions de GES (gaz à effets de serre), la Bretagne doit réduire très fortement l'utilisation des ressources énergétiques fossiles. Cet objectif est ambitieux quand on sait que notre empreinte carbone est actuellement de 11 tonnes de CO2 par habitant et par an, et qu'elle devra être de moins de 2 tonnes à terme ! Quand on sait aussi que seulement 12% de l'énergie finale consommée en Bretagne est une énergie renouvelable qu'elle a produite sur son territoire.

Relever le défi de la diminution de l'empreinte carbone peut être de vraies opportunités pour la Bretagne, pour à la fois moins subir la fin du pétrole conventionnel et **être actrice de la révolution énergétique** en développant une filière d'expertise de ce développement. Aujourd'hui dépendante d'énergies extérieures, la Bretagne a la chance de disposer d'éléments naturels (soleil, vent, mer) exploitables pour atteindre une indépendance énergétique. Elle dispose d'un potentiel important qui doit lui permettre de relever ce défi. Des entreprises agissent déjà dans ce



domaine, sur le stockage d'énergie comme sur la mobilité électrique, le développement de l'hydrolien pour nos îles non connectées et de l'éolien flottant, mais aussi de l'hydrogène par exemple. Le développement de cette nouvelle économie sera, par ailleurs, générateur d'emplois locaux.

Ces objectifs sont ceux du Pacte électrique breton de 2010, déclinés dans les feuilles de route énergies marines renouvelables en 2016 et feuille de route hydrogène en 2020. Ils ont été confortés dans la Breizh Cop et le SRADDET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires). Leur atteinte demandera beaucoup d'efforts et de la persévérance, mais la Bretagne a des atouts qu'il serait dommage de ne pas utiliser.

En s'appuyant sur tous les acteurs de l'énergie en Bretagne, il devient urgent de développer des outils pour informer et expliquer les enjeux et les moyens, et ainsi de poser les jalons pour **atteindre la résilience énergétique du territoire d'ici 2050**. L'adhésion des Bretonnes et des Bretons dépend de cet effort de communication.

Construire une culture commune et partagée de la transition écologique

Le savoir passe par **l'éducation et la formation**. Chacun, à hauteur de son savoir-faire, de son expérience, de ses compétences, doit agir et participer à la construction collective de solutions adaptées à la Bretagne.

On ne protège réellement que ce que l'on connaît, cela vaut aussi pour l'environnement. Le déficit de connaissances partagées permet toute une série d'approximations et de diffusions de points de vue sans fondements solides vérifiables qui empêchent de **construire une culture commune et un projet de territoire**. Tous les outils pédagogiques, éducatifs et numériques possibles doivent être mobilisés pour partager la connaissance et permettre à chacun d'en saisir le sens.

De la formation initiale, et pour ce qui concerne ses compétences, à la formation continue, la Région doit offrir à tous les acteurs les formations utiles pour construire une connaissance de la transition écologique et de ses enjeux. De l'école et jusqu'au 3ème âge, des ateliers d'animation grand public (comme la Fresque du climat, la Fresque océane, la Fresque urbaine) sur les thématiques environnementales doivent être encouragés là où c'est possible, en particulier dans les lieux éducatifs et Socio-culturels (bibliothèques, médiathèques, maisons des associations, etc.).

En lien avec l'Académie et les diverses collectivités concernées, des **ateliers pédagogiques** sur les thématiques océan-climat-environnement-biodiversité-écosystèmes, devront être intégrés aux programmes d'animations scolaires et/ou périscolaires. Il est également nécessaire d'accentuer la diffusion des connaissances sur les sujets environnementaux et leurs impacts, en accompagnant le développement d'outils et plateformes numériques qui leur seront consacrés, utilisables dans la formation mais aussi accessibles au grand public.

Une des priorités sera d'agir dans les entreprises bretonnes, pour permettre à celles-ci de devenir de véritables locomotives de la transition écologique. Il faut **accompagner l'information et la formation professionnelle** des dirigeants et des salariés à la complexité des enjeux environnementaux.

Enfin, il faut **mobiliser les pôles d'excellence en Bretagne** en ouvrant de nouvelles passerelles entre professionnels, décideurs et société civile. Que ce soit dans le domaine maritime, numérique ou environnemental, ces pôles sont de véritables réservoirs de la connaissance.



politique, social, démographique et environnemental. L'objectif est à la fois de faire un état de l'art, d'inspirer les bonnes pratiques et de donner, par les transitions la fierté d'avoir une Bretagne d'avance.



Vingt-et-un pays, plus d'une dizaine de parcs et réserves naturels régionaux et de nombreuses îles, façonnent la Bretagne. Chacun est riche de ses paysages et de ses ressources, mais aussi de ses traditions, de sa culture, de ses langues, de sa gastronomie, de ses musiques et de ses danses. Il importe d'**encourager et de soutenir toutes les créations culturelles** et artistiques qui donneront aux Bretons l'occasion de s'émerveiller de leur environnement : créations architecturales, objets de design, expositions dans les musées, événements musiques et danses, festivals bretons portant fièrement le patrimoine, etc.

C'est par la Culture que seront maintenus, et parfois retissés, les **liens entre les générations en Bretagne** afin de valoriser la notion d'héritage et de transmission. Toutes les activités allant dans ce sens, qui permettent les échanges de savoir et de connaissance par le dialogue et la rencontre, doivent être encouragées.

Plus globalement, pour donner l'envie d'une transition heureuse et partagée par tous, nous proposons la création d'une « **Exposition Universelle en Bretagne** ». A l'image de l'exposition de Stockholm en 1930, de celle de Lisbonne en 1998 ou l'exposition nationale suisse Swiss02 en 2002, toutes les expositions universelles qui ont eu lieu par le passé ont fait avancer les territoires. Décentralisée en différents lieux répartis de l'ouest à l'est de notre territoire, l'Exposition Universelle en Bretagne permettrait de poser le cadre, de faire le point sur l'état de la Bretagne sur le plan



de la Bretagne et devraient se matérialiser par des arrivées extérieures de plus en plus nombreuses d'une population d'âge actif mais également de nombreux retraités disposant d'un fort pouvoir d'achat. De fait, d'après les projections de l'INSEE, la population bretonne pourrait augmenter de plus de 400 000 habitants d'ici 2040. Il faudra savoir les accueillir tout en préservant le cadre de vie breton.

Moins de jacobinisme, plus de Bretagne

Partout en Bretagne, dans les agglomérations mais aussi dans les territoires ruraux et sur nos côtes, il est nécessaire d'accompagner, de développer et de transformer les activités économiques bretonnes pour qu'elles répondent mieux aux enjeux de demain et pour les rendre encore plus attractives.

Pour le Breizh Lab, tout doit être fait pour que la compétitivité des entreprises bretonnes, dans un dialogue social constructif et positif pour toutes les parties, leur permette de poursuivre leur activité, de préserver les emplois, de faciliter les évolutions environnementales nécessaires.

En Bretagne, la répartition des zones d'employabilité est hétérogène entre métropoles, agglomérations et territoires ruraux, tant en ce qui concerne le type d'activité et la taille des entreprises que pour la densité des employeurs. La Bretagne doit conserver un maillage urbain qui conditionne l'harmonie de notre territoire et évite d'excessives concentrations. Bon nombre des TPE et PME qui se trouvent hors des métropoles ont de vrais savoir-faire, sont des pépites économiques par leurs positionnements et leurs innovations, et sont des éléments essentiels du lien social et sociétal indispensable. Il est essentiel d'y attirer et de former les compétences dont elles ont besoin pour poursuivre leur développement. Dans ce contexte, plus de régionalisation des dispositifs de soutien à l'emploi est nécessaire pour en optimiser l'efficacité.

Ainsi, la contribution à la formation professionnelle (CFP) versée par les entreprises serait sans doute mieux valorisée si elle était versée à la Région plutôt qu'à l'État. Dans l'utilisation des fonds obligatoires versés par les entreprises de la Région, **Bretagne Compétences serait plus agile que France Compétences** pour permettre aux salariés d'être formés au plus près des emplois. Une régionalisation de la formation par apprentissage pourrait permettre de rationaliser les efforts de financement et de construire des filières professionnelles cohérentes aux besoins des différents secteurs.

De même, les opérateurs de compétences (OPCO) pourraient avoir une autonomie régionale, à l'instar de certains pôles de compétitivité qui, devenant les pôles d'innovation numérique locaux, sont moteurs des transformations numériques dans les territoires.

● — UNE BRETAGNE QUI INNOVE ET QUI S'OUVRE AU MONDE

« Une personne qui n'a jamais commis d'erreur n'a jamais tenté d'innover »

— Albert Einstein

La Bretagne est riche d'une multiplicité de secteurs d'activité et d'emplois grâce à la nature même de son territoire, grâce à sa géographie, son histoire, sa culture, celles et ceux qui y vivent mais également les Bretons d'ailleurs qui contribuent directement ou indirectement à son économie.

Déjà sensible auparavant, la nécessité d'une accélération de l'innovation dans toutes les filières économiques bretonnes devient évidente dans le contexte de la pandémie de Covid 19. Ce contexte a accéléré les transformations numériques, avec leur impact sur l'évolution de tous les métiers, ce qui n'est pas sans conséquence sur les relations humaines et la mobilité physique et intellectuelle des individus.

Au-delà, l'innovation doit aussi concerner la prise en considération des attentes sociales et sociétales des Bretons. La crise a mis en lumière la fragilité de celles et ceux dont les métiers ne peuvent pas se faire à distance et qui risquent d'être plus vulnérable dans un monde d'après, davantage tourné vers le numérique. La revalorisation et la revitalisation des filières professionnelles, nécessaires à la vitalité économique de la Bretagne, doit faire l'objet d'une attention particulière et d'efforts spécifiques.

S'y ajoutent les conséquences du changement climatique et les épisodes de confinement que nous vivons depuis un an qui renforcent l'attractivité

Pour inciter les entreprises à recruter et ainsi faciliter l'accès à l'emploi il faudrait envisager une exonération des charges durant une période d'intégration prédéfinie en fonction du métier, parallèlement à une offre de formations adaptée aux besoins techniques des TPE / PME.

Le Breizh Lab fera cette proposition aux autorités gouvernementales et à la représentation parlementaire. **En la matière, la possibilité de la prise en charge du financement d'une partie de ces charges par la Région** constituerait d'une politique volontariste de soutien à l'emploi en Bretagne.

Pour combiner souplesse pour l'entreprise et sécurité pour les employés, nous proposons la construction d'une **plateforme régionale à double entrée, territoires et compétences** pour permettre aux entreprises comme aux salariés de promouvoir leurs atouts grâce aux outils vidéo et numériques.

Enfin, nous le savons, aux difficultés économiques et financières des chefs d'entreprises vient s'ajouter un état de santé qui se dégrade, car ce n'est plus le travail en lui-même qui est épuisant, mais la crainte de l'empêchement (ne pas pouvoir bien travailler ou déposer le bilan).

L'écoute du territoire, l'expérimentation sont de mise pour cette conduite du changement accélérée par la crise de la COVID19. Cela doit représenter une opportunité de gouvernance durable alliant proximité et transversalité.

Une expérimentation de cet ordre existe dans le Morbihan depuis mars 2020 et le début de la crise. Le préfet réunissant au plus fort de la crise une fois par semaine l'ensemble des acteurs du monde du travail et de l'économie au sein d'un « G20 » : chambres consulaires, branches, services de l'état compétents, banque de France, banques, experts comptables, assureurs, BPI, Région...

Un exemple concret qui a permis de faire remonter, d'alerter et souvent de résoudre chaque semaine, en temps réel, les problèmes rencontrés. Efficacité, réactivité et agilité. Un exemple qui pourrait être mis en œuvre pour établir un plan de transformation de notre économie avec une vision à 360° et un horizon durable.

Pour conduire le changement, s'appuyer sur les acteurs de nos territoires. **Un « G20 »**

économique régional actif et réactif qui, avec les outils numériques de visioconférence, serait redoutablement efficace.

Communiquer, concerter, coordonner : les 3C au service de la performance de la Bretagne d'avance.



© myleon-unsplash



La Bretagne entre Armor et Argoat

Le récent rapport «Osons la régionalisation de la PAC en Bretagne», présenté par la Région Bretagne et piloté par le vice-président à l'Agriculture Olivier Allain, affiche une ambition : « *La Bretagne est une des régions les plus agricoles d'Europe. Elle est très homogène de ce point de vue, avec une dominance marquée de la polyculture élevage et des cultures légumières. Par conséquent, une régionalisation de la PAC en Bretagne permettrait de mieux adapter la politique agricole à ses spécificités* ».

Le Breizh Lab partage cette ambition pour l'agriculture bretonne et pour le secteur de l'agroalimentaire qui lui est intimement lié. **Une régionalisation totale de la PAC, des piliers 1 et 2, est nécessaire pour avoir les leviers financiers cruciaux pour agir** et adapter la politique agricole régionale aux enjeux qui sont les nôtres, à l'interface entre les exigences d'une alimentation saine produite localement, et les impératifs de la transition écologique qui demandent que soient préservées les surfaces agricoles, la biodiversité et la qualité de l'eau.

Renforcer le modèle d'une agriculture familiale est clairement une priorité pour que les exploitants maîtrisent eux-mêmes le capital et cela permettra de faciliter également la transmission des exploitations permettant ainsi le renouvellement des générations. Le développement de l'agroécologie déjà enclenché devra être accéléré et soutenu plus que jamais demain. L'accompagnement de nos agriculteurs est un devoir qui nous incombe. Et nous, citoyens, en tant que consommateurs, avons aussi notre rôle à jouer. Il en va de notre responsabilité.

La Bretagne est aussi la première région de pêche de France et l'une des premières sur le plan européen. A l'échelle régionale la filière pêche bretonne est un fleuron économique, alimentaire et culturel. Elle contribue aux équilibres sociaux et territoriaux de la région.

Toutefois, en dépit de son importance la filière pêche bretonne a montré des fragilités durant les crises liées au COVID et face aux conséquences du Brexit. La résilience est possible mais elle est conditionnée à une réponse forte aux enjeux du moment crucial qu'elle vit .

Cette réponse forte passera par le soutien au développement d'une filière durable, sécurisée et modernisée (transitions énergétique et numérique) et notamment dans le renouvellement de la flotte. Il faudra aussi soutenir l'adaptation des pêcheries aux évolutions des stocks halieutiques et notamment dans le cadre du changement climatique. Adaptation qui nécessitera un accompagnement ciblé de la filière. Il y a également nécessité de poursuivre résolument l'objectif d'eaux saines, propres et productives , en lien étroit avec la profession, dans un état d'esprit de concertation et de co-construction permanent avec les pêcheurs professionnels comme cela se fait au sein de la conférence régionale mer et littoral.



Mais les deux priorités, au regard de l'actualité sont sans doute **le soutien à la structuration du marché et la valorisation des produits halieutiques bretons, et à l'attractivité des métiers.**

Comment relever le premier enjeu ? Avec **une plus grande coordination des places de vente** afin d'améliorer les services aux producteurs, un resserrement du lien au consommateur, local puis français, dans la continuité de la démarche enclenchée avec Breizh Alim. Face à une demande des consommateurs en constante augmentation, notamment depuis la crise sanitaire, et à une concurrence exacerbée par le Brexit, la filière pêche bretonne devra pouvoir répondre aux exigences des

consommateurs et des distributeurs en termes de prévision d'apports, de traçabilité et bien sûr de qualité. Cela veut dire de manière concrète, **assurer la promotion des produits bretons et leur traçabilité avec la création d'un label de marque** comme le promeut l'association Breizhmer. Nécessité aussi bien sûr de poursuivre l'investissement dans le soutien à l'innovation de cette filière dans la transformation des produits de la mer et soutien à leur commercialisation. La filière régionale devra aussi **pouvoir se doter d'un outil performant de suivi économique** sur la performance des entreprises, les flux, la structuration des prix.

Et le deuxième enjeu, sans doute le plus important pour la filière, reste donc la formation et l'attractivité des métiers de la mer pour assurer le renouvellement des générations. Nous avons les outils de formation, il faudra sans doute mieux les coordonner.

Nous avons un vivier qui ne demande qu'à grandir. Il faudra de manière ambitieuse, accentuer la **promotion des métiers de la mer** dès le plus jeune âge en soutenant le développement des classes de mer pour que chaque petit Breton en fasse au moins une au cours de son cursus. Mais également par des opérations de découverte auprès des collégiens et lycéens. **Une éducation à la mer concrète** tout au long du parcours scolaire. Il est temps de **remettre de l'eau salée dans le biberon des petits Bretons et des petites Bretonnes** qui elles aussi ont toute leur place dans ces métiers !

Enfin la question de **la souveraineté alimentaire** en Bretagne nous semble cruciale. Il ne s'agit plus de produire plus mais mieux et pour tous. C'est un des enseignements de la pandémie : les agriculteurs et les pêcheurs ont été les premiers sur le front. A cela vient s'adjoindre l'enjeu du respect de la Loi EGALIM et la Bretagne pourrait se donner le défi d'y parvenir en tirant les leçons des freins rencontrés au niveau national jusqu'ici, notamment avec un outil comme le G20 régional. **EGALIM.BZH pourrait devenir un succès sur une terre d'expérimentation et d'engagements.**

La Bretagne digitale

Le numérique est un secteur en croissance en Bretagne. Pourtant, nombre de Bretonnes et de Bretons n'ont pas encore pris le virage de l'intégration des technologies numériques tant dans leurs pratiques quotidiennes que dans le fonctionnement des organisations. Ainsi, l'absence de confiance numérique et la complexité d'utilisation sont des freins à l'adoption d'internet par les citoyens et les consommateurs, ceci tant pour les procédures administratives dématérialisées que pour les achats de biens et de services dans le secteur marchand.

Les principaux problèmes d'une identité numérique sont la source et la garantie de sa légitimité ainsi que sa portée légale. Certains États comme l'Estonie, la Nouvelle Zélande ou l'État Canadien de British Columbia ont

bâti leur stratégie de numérisation sur une identité numérique simple et accessible à tous. En France, les identités numériques restent complexes, ceci aussi bien pour les PME que pour les particuliers. Il s'agit donc de répondre à ces problématiques, d'une part, en simplifiant les usages des sites Internet par l'automatisation de la création initiale des comptes utilisateurs, d'autre part, en diminuant l'hésitation des particuliers à fournir les données personnelles nécessaires à l'obtention d'un service en apportant une garantie simple et efficace à la protection de la vie privée.



Sur le modèle de ce qui fonctionne en Estonie ou Nouvelle Zélande, et amplifiant le mouvement amorcé par la création de l'extension Internet « point bzh », nous proposons la mise en place d'un **Passeport numérique régional, porté par la Région Bretagne**, utilisable dans la vie de tous les jours (inscrire un enfant à la crèche, payer la cantine, mettre en vente un bien sur Internet, réserver un billet de transport, etc.). On pourra s'inspirer des modèles déjà existants dans le monde pour sa mise en place, afin de s'appuyer sur leurs retours d'expérience.

Ce type de service pourrait être assuré dans le cadre du syndicat mixte de coopération territoriale « Mégalis Bretagne » qui rassemble les collectivités bretonnes au service d'un projet d'aménagement

numérique du territoire et du développement de services numériques. Enfin il faudra mettre en place un mécanisme d'équivalence pour que ce Breizh-ID soit reconnu comme source pour les services nationaux de type France-Connect.

Avec la 5G et les réseaux très haut débit qui irrigueront prochainement le territoire, nous assisterons probablement à un exode urbain sans précédent. **Réconcilier numérique et territoire**, c'est aussi une manière de contrer la dynamique inverse - l'exode rural - et de garder sur le territoire, nos jeunes qui partent étudier à Paris, Nantes ou Rennes mais ne reviennent pas toujours. La Bretagne a l'occasion de se saisir de l'opportunité digitale pour entamer un programme de revitalisation par le numérique de ses territoires, et notamment les territoires ruraux qui pourront en faire un vecteur de ruralité positive. A l'occasion de la crise sanitaire que nous traversons, nous voyons bien que le développement du télétravail pourra ainsi permettre demain, quand la fibre sera entièrement déployée, à certaines professions de s'exercer plus souvent du domicile.

La diffusion des moyens numériques doit également faciliter et accroître l'efficacité des secteurs productifs qui ne peuvent pas être dématérialisés.

Ainsi, la modernisation des filières agricoles passe vraisemblablement par une généralisation des outils opérables à distance comme des progiciels accompagnant les exploitants dans leur travail quotidien. La Bretagne doit veiller à ce que la diffusion des technologies d'intelligence artificielle dépasse les secteurs classiques qu'elle irrigue pour se généraliser dans la santé, l'agriculture, les industries mécaniques ou électroniques.

Ces évolutions déjà amorcées justifieraient l'organisation d'un grand évènement réunissant les entreprises et les décideurs publics bretons pour recenser les innovations liées à la connectivité, l'éducation, la santé, l'inclusion numérique.

Sur chaque territoire, la mobilité détermine la capacité à être relié, à être connecté, à être agile, réactif et donc à évoluer et à s'adapter, elle est donc un élément d'attractivité et, à terme, de création d'emplois. L'enjeu de l'amélioration des possibilités d'être mobile est donc déterminant pour une politique d'équilibre territoriale. En dehors des métropoles, l'interconnexion des territoires permettra la constitution d'archipels ou chacun, particulier ou entreprise, ne sera plus isolé.



Une Bretagne qui renouvelle ses mobilités

La pandémie de COVID-19 nous a contraints à des **mobilités multimodales**. Dans les organisations, des modes nouveaux de gouvernance en circuit court ont émergé qui, pour une partie d'entre eux, pourraient être utilement pérennisés. La mobilité est plurielle puisqu'elle concerne les citoyens, les transports, les activités de vie, les technologies d'information et de communication.

Pour ce qui concerne la mobilité physique la réflexion doit prendre en compte à la fois les voies terrestres (réseaux routiers et chemin de fer) et les voies fluviales et maritimes, les îles bretonnes ne devant pas être exclues du maillage d'interconnexion de nos territoires, pour que chacun des centres de vie soit aussi un lieu d'activité et un nœud dans des réseaux d'échange. **L'amélioration des mobilités vers et depuis le Centre Bretagne**, île terrestre de notre région, doit être une priorité pour assurer l'équilibre territorial. De fait, les ressources matérielles, mais aussi la formation et la culture, doivent être également accessibles pour tous. Il s'agit de désengorger le littoral par une politique territoriale d'équilibre volontariste entre les territoires qui ont vocation à devenir des « archipels » interconnectés. En la matière, dans le droit fil du programme « très

haut débit pour tous », des projets d'envergure pourront être renforcés, notamment en matière de **transport**. Outre l'impératif d'équité entre tous les habitants de la région, il y a là une condition pour parvenir à un maillage mieux réparti des activités productives et des emplois.

Pour faire la preuve du concept, on pourrait imaginer que soit choisie, au cœur de la Bretagne, **une zone d'activité qui expérimenterait le modèle d'« archipel durable »**, innovant et performant permettant d'interconnecter zones de vie et de travail, zones de distribution, bases logistiques, énergétiques et digitales. Il s'agirait de mettre en place une chaîne de production allant de l'agriculture à l'industrie en passant par les activités connexes induites (transport, machine-outil, BTP, services). Écosystèmes économiques, ces archipels doivent être également des écosystèmes de vie (alimentation, loisir, culture, éducation, langues, digital, tissu associatif, etc.) répondant aux besoins, usages et valeurs des jeunes, afin de les attirer, de les retenir et de les « fidéliser » sur les territoires.

Il est temps de lancer un **pacte pour une ruralité connectée**, de faire de la Bretagne une terre d'expérimentation des « smart village » qui réconcilient numérique et ruralité. Ces « villages intelligents » sont des communautés rurales qui utilisent des solutions innovantes pour améliorer leur résilience, en s'appuyant sur les forces et les opportunités locales. Par une démarche participative, les habitants de ces bourgs élaborent et mettent en œuvre une stratégie visant à améliorer leurs conditions économiques, sociales et/ou environnementales, notamment en mobilisant les solutions offertes par les technologies numériques.

Ces territoires ont vocation à avoir une dimension intergénérationnelle. Le partage de cultures et la culture partagée peut ainsi être à la fois lien et liant entre les générations, fondements du vivre ensemble.

Mieux vivre partout en Bretagne

La revitalisation de nos territoires ruraux, ne saurait se limiter au développement d'une population de télétravailleurs, elle implique la multiplication de centres d'activités et de culture retenant et attirant nos jeunes et nos actifs, elle nécessite de réinventer les secteurs plus traditionnels.

Certains de ces nouveaux modes de vie sont de nature à créer des tensions entre ruraux et néo-ruraux, entre résidents principaux et résidents secondaires, etc. La ville s'installe aujourd'hui à la campagne et vient modifier les rapports humains entre populations entraînant parfois conflits et replis sur soi.

Afin de dessiner la Bretagne de demain où devront cohabiter jeunes actifs et seniors, paysans et néo ruraux, résidents à l'année et résidents secondaires, pourrait être créé un **Observatoire régional du Vivre**

ensemble. Une plateforme unique d'étude, d'échanges, d'actions innovantes visant à renforcer la cohésion et l'inclusion en Bretagne.

Cet Observatoire régional du Vivre Ensemble serait créé à l'occasion d'un **Forum breton du Vivre Ensemble** regroupant des citoyens et des élus de toute la Bretagne pour échanger idées et bonnes pratiques sur les problématiques de cohésion sociale et d'intégration. Les universités, les grandes écoles, mais aussi les associations, seront sollicitées pour leur expertise en recherche et leur expérience dans le domaine. L'objectif étant de référencer et proposer aux décideurs des actions locales sur des thématiques comme la cohabitation néo-rurale, le ruissellement du numérique dans les territoires ruraux, le partage de la culture et du patrimoine breton, etc.



Faire Bretagne avec les aînés

Alors que sa population augmente la Bretagne a perdu 80 000 jeunes de moins de 25 ans entre 1990 et 2015. Il y a de plus une forte disparité entre les départements. La part des 65 ans ou plus varie de 18,0 % en Ille-et-Vilaine à 26,3 % dans les Côtes-d'Armor. De 1999 à 2019, le nombre des plus de 80 ans a doublé en Bretagne. Dans ce contexte de retour au pays des retraités, de nombreux dispositifs doivent être améliorés et d'autres créés afin de répondre aux attentes et aux besoins de nos aînés.

Il importe toutefois que les décisions nécessaires soient concertées avec leurs bénéficiaires. Ainsi, il faut encourager la **création de conseils des Seniors** dans chaque commune ou intercommunalité, comme cela se fait au Danemark. Comme tout un chacun, nos aînés doivent rester acteurs de leur propre vie. Sous leur impulsion, l'**organisation d'assises du bien vieillir en Bretagne**, pourrait être l'occasion de faire un état des lieux et de dessiner les prospectives.

Des initiatives existent déjà, concernant par exemple l'**accès au numérique**, qui demande un accompagnement pour des personnes le découvrant sur le tard mais qui se voient imposer son utilisation pour nombre de démarches. De même, se multiplient les structures favorisant

les échanges intergénérationnels, par exemple dans **des résidences partagées** entre des jeunes à revenus modestes ou des étudiants en difficulté et des personnes âgées. Dans le contexte de la pandémie et du confinement, ce type d'habitat a permis de lutter contre l'isolement et la solitude à la fois des personnes âgées mais aussi des étudiants confinés. L'extension de ce type d'initiative est à encourager, à soutenir, et à accompagner. Une assemblée unique réunissant les compétences de plusieurs collectivités aurait ici toute sa pertinence pour agir.

Le vieillissement s'accompagnant souvent à terme par une plus grande dépendance, les besoins en **métiers d'accompagnement** (auxiliaire de vie sociale, aide à domicile, et travailleur social, etc.) et **métiers de soins** (médecins gériatres, ergothérapeutes, psychomotriciens, psychologues, etc.) s'accroissent. Cela a des conséquences tant en termes de formation qu'en termes d'emploi, dont le financement doit être assuré. De même, pour l'achat ou la location de matériel adapté et pour la formation à leur utilisation par le public concerné. Ici encore, déconcentration et décentralisation sont nécessaires pour que les bonnes décisions soient prises au plus près des réalités de terrain. Pour le financement de la dépendance, la création d'une cinquième branche de la Sécurité Sociale, tant de fois annoncée, semble être en train de se concrétiser. Il importe que les crédits dédiés soient gérés par les instances régionales et locales pour pouvoir rendre ces métiers indispensables plus attractifs, et notamment financièrement.



Une économie bretonne ouverte sur l'Europe et sur le monde

La typologie des entreprises bretonnes est particulière : 98,37% de TPE/PME, seulement 1,31% d'ETI et 0,52% de grands groupes. Cette particularité bretonne d'un tissu économique fragmenté, éclectique, lui donne de l'agilité mais aussi une grande fragilité. Nombre de TPE/PME ont des difficultés à consolider financièrement leurs actifs. De ce fait, avant d'arriver à leur pleine maturité, elles sont trop souvent la proie de grands groupes

dont les sièges sociaux et les retombées financières sont bien loin de la Bretagne.

La Bretagne doit faire valoir ses particularités mais également ses savoir-faire et ses compétences dans le cadre européen afin de soutenir un développement spécifique pour son économie. Elle s'y emploie notamment par le biais de la « Maison de la Bretagne » qui est la représentation de la délégation de la Bretagne à Bruxelles et qui y joue un rôle d'information et de veille sur les politiques de l'Union européenne et les opportunités de financements de projets bretons. Il n'en reste pas moins qu'il faut encore que notre région accroisse son influence si elle veut atteindre son ambition d'**être parmi les régions les plus dynamiques d'Europe** dans la réponse aux nouveaux défis auxquels les économies doivent faire face.

En vue de densifier et d'ancrer solidement notre tissu d'entreprises en Bretagne, de les stabiliser, de créer des emplois durables, plutôt que de voir des entreprises étrangères venir faire leur marché technologique et humain sur nos territoires, nous avons besoin d'un partenariat fort avec les institutions européennes. L'économie bretonne sera une **« Euro Breizh Économie »** ou elle s'étiolera. Il faut donc **intensifier et structurer le contact direct et permanent entre les entreprises des territoires bretons et les instances et institutions européennes.**

En lien avec la Maison de la Bretagne, il s'agit de construire une « task force » permanente d'experts métiers et sectoriels bretons, dont le rôle sera de promouvoir les entreprises de notre région et de mettre en lumière leurs forces auprès des décideurs européens afin que les spécificités de l'économie bretonne soient pleinement prises en compte. Il en va de la valorisation et de la modernisation de nos secteurs d'activités historiques (agriculture, agroalimentaire, industrie, services, etc.) et du déploiement des secteurs d'avenir (énergie marine, numérique, cybersécurité, smart grids, composite et voile de compétition, etc.).

Une Bretagne sociale, solidaire, qui entreprend

Autre atout à valoriser et à faire fructifier : la Bretagne est une terre de coopération, de mutualisme, d'économie sociale et solidaire (ESS). C'est la première région française pour le poids de l'ESS (coopératives, mutuelles, associations et fondations) dans l'économie avec 14,3% de l'emploi régional (148 000 salariés). C'est une moyenne, car dans les territoires les moins denses et les moins développés d'un point de vue économique, l'ESS est particulièrement présente (jusqu'à 21%), créant des emplois et répondant à des besoins essentiels de la population.

La bonne santé de l'ESS en Bretagne vient pour une bonne partie du développement d'un « écosystème » favorable à son épanouissement. Depuis plus d'une dizaine d'années, sous l'impulsion et avec le soutien du

Conseil Régional, les territoires bretons se sont progressivement dotés de Pôles de développement de l'ESS. Cette structuration territoriale (un pôle par pays) permet de soutenir l'entrepreneuriat, de renforcer la coopération entre les acteurs locaux qui se reconnaissent dans les valeurs de l'ESS, et de participer ainsi au développement économique des territoires. De même, quatre incubateurs de projets, les « TAGs » (Trajectoires Agiles), un par département, favorisent l'émergence d'innovations sociales et accompagnent les porteurs jusqu'à la concrétisation de leur projet. Pour sécuriser les parcours des entrepreneurs, des partenariats ont été tissés pour créer un continuum de soutien financier, à chaque étape du projet.

En partenariat avec la banque des territoires, la Région doit continuer à développer ce volet important de l'économie de la Bretagne, vecteur d'engagement des personnes, qui, sur la base d'une approche plus sociale et plus solidaire de l'économie, promeut le lien social et la justice économique. C'est un secteur sans actionnaires, avec des sociétaires, qui fait des bénéfices qui ne sont pas distribués en dividende et renforcent les fonds propres. Ainsi, l'ESS répond tant au goût d'entreprendre qu'aux pratiques collectives des Bretons au service de la solidarité.

L'ESS peut représenter pour nombre de Bretons et de Bretonnes, jeunes entrepreneurs ou salariés en reconversion, la manière d'entreprendre en y donnant du sens, celui de l'engagement.

Une Bretagne qui accueille et promeut les projets des jeunes Bretons et jeunes Bretonnes

L'avenir et le développement de la Bretagne sera l'œuvre des jeunes, ceux qui vivent d'ores et déjà en Bretagne et ceux qui viendront s'y installer. Ils porteront les innovations sociales et entrepreneuriales, pourvu que nous soyons capables de les accueillir, de favoriser et soutenir leurs initiatives et de continuer à développer « un écosystème » favorable à leur épanouissement.

L'accès à la formation

Cela passe d'abord par la formation. Il faut permettre un accès à des **parcours de formation** à toutes et à tous, et **faire monter en compétences tous les territoires**. Cela suppose d'accentuer le maillage de campus de proximité pour faciliter les parcours de formation, au-delà du bac et du bac +2, au plus proche des jeunes et en concertation avec les entreprises locales. Capitalisant sur le maillage existant du « C@mpus numérique de Bretagne », il faut également généraliser les **campus connectés** sur les territoires les moins peuplés pour permettre aux jeunes qui y résident d'accéder à une formation à distance tout en bénéficiant d'un soutien de proximité.

Quel que soit le secteur d'emploi, le **soutien à la formation** doit être



une priorité. Que ce soit à l'école, dès le plus jeune âge ou plus tard dans les formations initiales supérieures, qu'elles soient générales ou professionnelles, l'apprentissage ou encore dans la formation continue, la Bretagne doit continuer à investir dans la formation au côté des secteurs publics, privés ou consulaires qui en ont la charge. Les responsabilités territoriales actuellement distribuées entre écoles, collèges, lycées, enseignement supérieur et formation professionnelle pourraient être articulées dans un **conseil breton de la formation dans lequel siègeraient également les collectivités**.

Sa vocation serait de veiller à une articulation plus efficace entre les établissements qui participent à la préparation des jeunes à leurs insertions personnelles et professionnelles futures comme à leurs évolutions au cours de la vie.

A cela, deux objectifs. Le premier est de favoriser une plus grande cohérence de l'offre de formation sur le territoire pour prendre en compte les besoins des acteurs économiques et assurer que les acteurs de la formation y répondent efficacement. Le second est de favoriser une solidarité entre établissements permettant de promouvoir l'égalité des chances et la parité dans tous les métiers mais aussi pour soutenir l'innovation des jeunes, collégiens, lycéens et étudiants en mettant à profit la richesse du tissu scientifique et technologique breton.

Entrepreneuriat et engagement

L'avenir de la Bretagne passe singulièrement par l'évolution de son tissu entrepreneurial. Il est donc essentiel de **promouvoir l'entrepreneuriat** auprès des jeunes, comme cela peut se faire de manière expérimentale

au Canada par exemple dès l'école primaire, mais aussi de soutenir **l'engagement** sous toutes ses formes. Cela doit se traduire de façon concrète :

- **faciliter et soutenir l'accès à l'entrepreneuriat pour les jeunes** – garçons et filles - dès le collège et tout au long de leur parcours, et **développer la culture de l'engagement individuel et collectif, du projet, du développement local** ;
- proposer un **accompagnement à la création d'entreprise**, accessible à tous et toutes, sur tous les territoires (incubateurs de projets, dispositifs adaptés dans le service public d'accompagnement des entreprises, accès accéléré aux prêts et fonds dédiés, soutien de plateformes de crowdfunding, etc.) pour passer de l'idée au projet, gagner en confiance en soi, vivre des expériences structurantes ;
- **multiplier les lieux de coworking** dans tous les territoires, espace de travail partagé, mais aussi un réseau de travailleurs encourageant l'échange et l'ouverture, pour favoriser, le collaboratif, les coopérations, **la mixité et l'hybridation des projets** (public-privé, recherche appliquée -universités, ESS, etc.).

Une jeunesse qui irrigue les territoires bretons

L'enjeu est de **promouvoir l'ensemble des territoires bretons** auprès des jeunes, pour y vivre, y entreprendre, y avoir des loisirs, y développer des solidarités. Cela nécessite que ces territoires soient plus visibles, qu'ils offrent des conditions de vie attrayantes et accessibles tant pour les adultes que pour les enfants, et qu'ils n'aient rien à envier aux métropoles quant au développement des activités professionnelles.

On pourrait imaginer l'élaboration d'un **Pass Territoires de Bretagne** destiné, au travers de loisirs, de séjours, d'expériences, à **faire découvrir l'ensemble des territoires** aux jeunes Bretons (déjà implantés et nouveaux arrivants) ; et le développement de **formules d'accueil** (Pass mobilités, Pass Culture, Pass Loisirs, Pass Sport).

Il s'agira également de développer sur les territoires éloignés des métropoles **une offre de logements adaptés aux jeunes, un accès de qualité au numérique, un accès à des locaux** tertiaires et de production... pour favoriser l'installation de jeunes salariés et de jeunes entrepreneurs. De fait, l'accueil et l'installation durable de jeunes dans ces territoires sont conditionnés par le développement des « archipels interconnectés » évoqués précédemment.

La Bretagne est une terre de connexions et d'ouverture, son histoire a été forgée par ses paysans, mais aussi en grande partie par ses marins, ses voyageurs, ses explorateurs des Mondes. Certaines estimations chiffrent à plus de cinq millions les Bretonnes et Bretons vivant hors de Bretagne,

dans d'autres régions françaises ou ailleurs dans le monde. Ce qui relie un breton expatrié à Washington avec un artisan finistérien ou un chef d'entreprise morbihannais installé à Paris avec étudiant rennais ou brestois, c'est d'avoir la fierté de la Bretagne en commun. Car on est breton par le cœur et non par le sol, par la volonté et pas seulement par la naissance. On est Breton quand on aime la Bretagne.

Bretons, ici et ailleurs

La bretonnité, le fait d'être breton et la manière de l'être, cultive l'ouverture à l'autre. Ce sentiment s'est formé au fil des siècles en rejet de toute forme de repli sur soi, constituant aujourd'hui une identité naviguant entre affirmation de sa singularité et intégration dans la République, sans jamais glisser dans les extrêmes mais toujours en cultivant le vivre ensemble.

La crise sanitaire que nous traversons bouleverse tous les champs de la société, qu'ils soient économiques, sociaux mais aussi culturels. Elle éloigne, et isole. Elle fait craindre que les valeurs d'inclusion et d'ouverture façonnées par le temps s'affaiblissent au profit d'un repli sur les structures sociales proches.

La montée des populismes et des replis identitaires partout dans le monde et aussi dans l'hexagone n'est pas anecdotique. Ce qui fait la force de la Bretagne, c'est sa capacité à assumer une identité forte, profonde et revendiquée, tout en faisant preuve d'ouverture et d'acceptation du progrès, une identité fière de ses racines mais ancrée dans la modernité.

Une identité décloisonnante, transversale et curieuse de la pluralité des hommes, ouverte à la diversité culturelle. C'est parce que les tentations de repli sur soi

sont nombreuses et n'épargnent pas notre région qu'il n'a jamais été aussi essentiel de formuler des propositions concrètes et ambitieuses pour que la Bretagne demeure une terre de progrès.

La crise actuelle fonctionne également comme un accélérateur des tendances déjà à l'œuvre dans le « monde d'avant ». Fuite des métropoles au profit de la campagne, recherche de circuit court, relocalisation. Ces phénomènes qui obligent de reconsidérer les modalités de la production, de la consommation, et de la vie quotidienne sont les ingrédients d'un nouveau modèle économique vertueux pour une Bretagne belle, prospère, solidaire et ouverte sur le Monde.



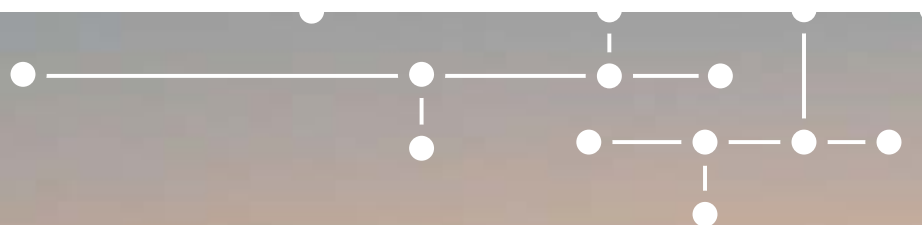
Parce qu'elles sont bousculées par cette crise inédite, il est aujourd'hui indispensable de réaffirmer les valeurs des Bretons et de la Bretagne. Des valeurs d'universalités, mais aussi de l'identité duale de l'esprit breton : Gwen ha Du ; Armor Argoat ; Penn-ar-Bed. Fidèles à nos valeurs mais conscients des évolutions nécessaires, nous avons besoin de propositions fortes et innovantes pour être une nouvelle fois au rendez-vous de l'Histoire, et mieux encore, à l'avant-garde du changement.

Ces valeurs de la Bretagne, qui ont vocation à concerner tous les secteurs (économique, sport, culture, social, etc.) et tout individu qui souhaite se les approprier, doivent être réfléchies, discutées, débattues pour en faire un cadre de référence pour tous ceux qui ont la Bretagne au cœur. Elles pourraient être formalisées dans une **« charte des valeurs qui font la Bretagne »** élaborée de façon participative et signée lors d'un colloque réunissant notamment des personnalités issues de la société civile, des élus, des associations et des entreprises. Ces valeurs se définiraient en complément de celles qui régissent notre communauté nationale et républicaine. Cette charte pourrait être portée et diffusée par un réseau d'**Ambassadeurs bretons** constitué de personnalités désireuses de contribuer au rayonnement culturel, économique, social, touristique de la Bretagne. Ce type de réseau existe déjà dans d'autres régions. Il est en


germe dans le Finistère à travers la plateforme de marque territoriale « Tout commence en Finistère ». Il doit être constitué au niveau de la Bretagne.

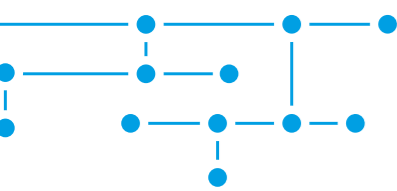
En 1902 Georges Dottin affirmait : *« Rien n'est plus complexe que le caractère breton, ce prodigieux mélange de ténacité et d'indécision, d'énergie et d'inertie, de rusticité et de délicatesse, de matérialisme et d'idéalisme, de violence imprévue et de maîtrise de soi-même, la simplicité du raisonnement unie à l'intelligence la plus souple et à l'imagination la plus vive ».*

L'indécision et l'inertie en moins, c'est l'essence du progressisme à la bretonne qui a guidé les propositions formulées dans le présent document. Un travail de plus d'un an réalisé par des membres de la société civile, des élus, des associatifs, des étudiants, des chefs d'entreprises, vivant dans ou en dehors de la Bretagne, tous réunis par un engagement du cœur et de la raison au service de leur région.



BREIZH
LAB **PROGRESSISTES**
BRETONS





LES 20 PROPOSITIONS DU BREIZH LAB

01. Nous souhaitons que la Région Bretagne continue son accompagnement concret au développement des modes d'enseignement avec **l'inclusion des langues de Bretagne dans le dispositif national 100% EAC** - éducation artistique et culturelle - pour que chaque enfant puisse bénéficier a minima d'une découverte de la langue. Nous proposons également **le renforcement, le développement et l'organisation de véritables filières médias et audiovisuelles en langue bretonne** et la prise en compte de l'histoire de la Bretagne dans le cursus éducatif...
02. **Inscrire les politiques culturelles mais aussi environnementales de la Bretagne dans le nouveau projet européen** annoncé par la présidente Von der Leyen dans son discours sur l'état de l'Union de 2020 (le « nouveau Bauhaus européen »). Il s'agit d'un projet environnemental, économique et culturel, qui vise à combiner conception, durabilité, accessibilité, caractère abordable et investissement afin de contribuer à la réalisation du pacte vert pour l'Europe. Ses valeurs fondamentales sont la durabilité, l'esthétique et l'ouverture à tous. La Bretagne doit se mettre en capacité de concourir au printemps prochain, à la première édition du prix du nouveau Bauhaus européen.
03. Poser auprès de l'Union européenne une **candidature au label de « capitale européenne de la culture »**. Cette candidature appuyée par la Région pourrait considérer que l'ensemble du territoire de Bretagne soit mis à contribution pour créer un réseau de recherches, de circulation d'œuvres, d'actes artistiques, de friches, d'expérimentations... La mise en lumière permise par ce label pourrait créer des synergies durables, prendre appui sur ce qui aura été construit pour imaginer et développer l'avenir. Cela permettrait pour la Bretagne de créer les conditions d'un travail collaboratif, transversal, de réseau, de maillage de territoires à long terme.
04. Créer une nouvelle entité, une collectivité unique, la Collectivité territoriale de Bretagne, **l'Assemblée de Bretagne**.
05. **Organiser une consultation des habitants de Loire-Atlantique** : veulent-ils rejoindre la Collectivité territoriale de Bretagne ou rester en Région Pays de la Loire ?
06. Déclarer le mois de mai « **mois de l'Europe** ».
07. **Revigorer et promouvoir les jumelages existants** entre les communes bretonnes et les communes de l'Union européenne.
08. Créer un **Laboratoire des transitions** en Bretagne.
09. **Créer Bretagne compétences** autorité régionale de financement et de régulation de la formation professionnelle et de l'apprentissage.
10. **Faciliter les recrutements** par la prise en charge d'une partie des charges salariales durant une période d'intégration prédéfinie en fonction du métier.
11. Construire **une plateforme régionale à double entrée, territoires et compétences**, pour permettre aux entreprises comme aux salariés de promouvoir leurs atouts grâce aux outils vidéo et numériques.
12. Un « **G20** » régional réunissant l'ensemble des acteurs de l'emploi et de l'économie, en mode visio et audio, serait un outil d'agilité et de réactivité efficace.
13. La question de la souveraineté alimentaire étant cruciale, l'expérimentation d'un **EGALIM.BZH** pourrait devenir un succès porté par une collectivité unique.
14. Pour aider au développement de la filière pêche : **assurer la promotion des produits bretons et leur traçabilité avec la création d'un Label de marque** et accentuer la connaissance et l'attractivité des métiers de la mer.
15. Mettre en place un **Passeport numérique régional** porté par la Région Bretagne.
16. **Expérimenter en Centre Bretagne le modèle d'archipel durable**, zone d'activité permettant d'interconnecter zones de vie et de travail, zones de distribution, bases logistiques, énergétiques et digitale.
17. **Créer un Observatoire régional du Vivre ensemble** qui pourrait être accolé au laboratoire des transitions (cf. plus haut)
18. Intensifier et structurer le contact direct et permanent entre les entreprises des territoires bretons et les instances et institutions européennes avec **la création d'un groupe d'experts capable d'appuyer les missions de la Maison de la Bretagne à Bruxelles**.
19. **Généraliser les campus connectés** sur les territoires les moins peuplés pour permettre aux jeunes qui y résident d'accéder à une formation à distance tout en bénéficiant d'un soutien de proximité
20. **Formaliser une « charte des valeurs qui font la Bretagne »** portée et diffusée par un réseau d'Ambassadeurs bretons.

● — POSTFACE

Laboratoire d'idées, gisement de propositions pour la Bretagne le Breizh-Lab ne pouvait rester coi dans cette période pré-électorale où vont se confronter des projets politiques pour notre région.

Lorsque le Breizh-Lab s'est mis en place, nombre de ses membres se connaissaient peu, voire pas du tout, même si certains avaient cependant travaillé ensemble dans des lieux politiques, économiques, sociaux, universitaires, culturels les plus divers. Ils venaient d'horizons politiques différents. Ils ont pu se confronter, voire s'opposer et faire des choix différents dans le passé. Tous ont, en confiance, répondu, à l'appel de celui qui le lançait. Ils avaient la Bretagne en commun, le pragmatisme et la recherche d'une vision d'avenir qui leur étaient proposés répondaient à la nécessaire réflexion solidaire pour dessiner un chemin vers la Bretagne de demain. Ces femmes et ces hommes venant de partout, portaient en eux la passion de la Bretagne et une volonté pour l'Europe.

Tous, nous adhérions aux grands principes qui fondent la République française mais trouvions son État trop centralisé, trop rigide, de moins en moins adapté à l'agilité nécessaire pour relever les défis de notre siècle. Nous bouillonnions d'agir et de proposer. Collectif de convictions partagées, il nous a fallu construire une identité qui nous singularise, lui trouver un nom qui correspondait à son esprit et à son projet, constituer une association, puis élaborer ses statuts.

Pour débattre et échanger, rien ne vaut une rencontre physique, en « présentiel », ce mot qui vient d'entrer en force dans la langue française. Nous nous étions mis au travail, quelques assemblées plénières avec des grands témoins, acteurs des changements de l'époque, parallèlement nous étions répartis en cinq groupes pour co-construire les propositions retranscrites dans ce manifeste. Mais un virus s'est mis en travers de notre

route, les écrans se sont substitués aux rencontres. La crise sanitaire et ses contraintes ont retardé la publication du manifeste, mais il est enfin accessible à tous.

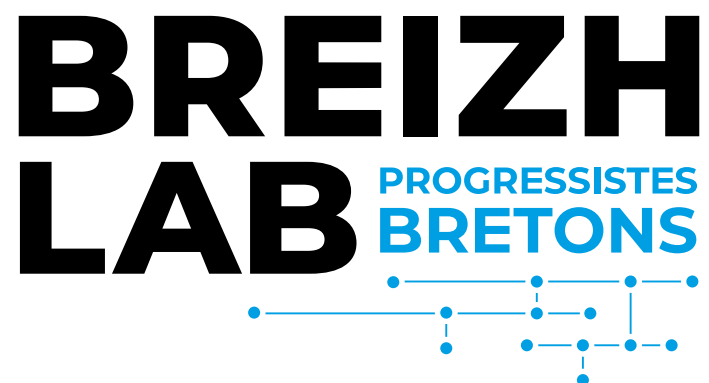
Comme chacun en France et ailleurs, le Breizh-Lab a été perturbé par les limites des déplacements, les confinements et autres couvre-feux. Mais nous nous étions fixé un calendrier : rendre public notre manifeste, fruit de ce travail collectif, avant l'ouverture officielle du rendez-vous électoral pour le double scrutin, départemental et régional.

C'est fait mais ce n'est pas fini. Le manifeste contient de nombreuses propositions. Elles sont à la disposition de tous les Bretons, en particulier de ceux qui détiennent une responsabilité dans tous domaines ou ceux qui y prétendent, elles ne sont pas partisans, tout démocrate ou mouvement démocratique peut s'en saisir.

La vie n'est pas figée, le virus sera vaincu, l'économie repartira, la société retrouvera son rythme normal. Nos propositions seront à approfondir et d'autres encore à venir. Des adaptations seront nécessaires, des évolutions s'imposeront, des nouveautés apparaîtront. Le Breizh Lab veut s'ancrer dans la durée, au milieu d'une période secouée, lucide sur la situation présente, il est un mouvement optimiste pour la Bretagne.

Impossible n'est pas breton, nous invitons celles et ceux qui le veulent à rejoindre cette jeune aventure, c'est en confrontant les idées que naissent les propositions partagées. Le Breizh Lab se veut à l'image des Bretonnes et des Bretons.

Le Conseil d'administration du Breizh Lab



JALONS POUR LA BRETAGNE

LES PREMIERS TRAVAUX DU BREIZH LAB